



VILLE DE
LYON | Centre Communal
d'Action Sociale

ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX

Portrait sociodémographique

2021

- 05** Introduction

- 06** Partie 1: L'évolution de la démographie lyonnaise
 - Les caractéristiques classiques d'une ville centre - p.7
 - Un taux de pauvreté réduit mais de forts contrastes - p.12
 - La crise sanitaire et ses conséquences - p.15

- 16** Partie 2 : Focus arrondissements

- 34** Partie 3 : En écho au projet social
 - Etre attentif à tou.te.s et aux plus fragiles - p.34
 - Quels accès aux droits ? - p.42
 - Comment répondre aux besoins fondamentaux ? - p.46

- 49** Annexes

INTRODUCTION

Le décret du 21 juin 2016 impose aux Centres Communaux d'Actions Sociales (CCAS) et aux centres intercommunaux d'actions sociales de réaliser une analyse des besoins sociaux (ABS) de leur territoire une fois par mandat municipal, ainsi que de le présenter à leur conseil d'administration.

L'analyse des besoins sociaux est un document ressource, qui se veut être utile et utilisable tant pour le conseil d'administration du CCAS que pour les services, les associations et les habitants et habitantes de la commune.

L'ABS 2021 se construit en lien avec le Projet Social 2020-2026.

La ville de Lyon se décompose en 9 arrondissements distinct, pouvant chacun être traité comme une commune à part entière, présentant des caractéristiques sociodémographique différentes. Il sera ainsi présenté un portrait de chaque arrondissement pour faire état de ces différences et des particularités propre à chacun, en plus d'une approche thématique sur l'intégralité du territoire municipale.

Les données présentées ici sont issues de diverses sources, interne et externe au CCAS.

Les principales sources extérieures au CCAS sont :

- ◇ L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE)
insee.fr ;
- ◇ La Caisse d'Allocation Familiale (CAF), et principalement son site de données statistiques
data.caf.fr ;
- ◇ Le Dispositif d'observation territoriale - Direction du Développement territorial de la Ville de Lyon (VLKO)
vlko.org ;
- ◇ Les analyses sociodémographiques de la Direction de l'Aménagement Urbain de la Ville de Lyon.

Le recensement INSEE repose désormais sur une collecte d'information annuelle. Les communes de 10 000 habitants ou plus, réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon d'adresses représentant 8 % de leurs logements.

En cumulant cinq enquêtes, 40 % environ de la population des communes de 10 000 habitants ou plus sont pris en compte. La date de référence est fixée au 1er janvier de l'année médiane des cinq années d'enquête pour obtenir une meilleure robustesse des données.

L'analyse démographique INSEE s'appuie sur les données 2017, publiées en 2020 ou de données 2018, publiées à l'été 2021.

Les données 2018 rassemblent des données issues des collectes INSEE de 2016 à 2020.

PARTIE 1 - L'ÉVOLUTION DE LA DÉMOGRAPHIE LYONNAISE

Population municipale
en 2018



518 635

Evolution annuelle
moyenne 2013-2018



+0,7 % / an

Part de nouveaux habitants
en 2018



9,2 %

Nombre d'habitants âgé de
plus de 65 ans en 2018

Nombre d'habitants âgé de
moins de 30 ans en 2018



228 830
soit 44,1 %

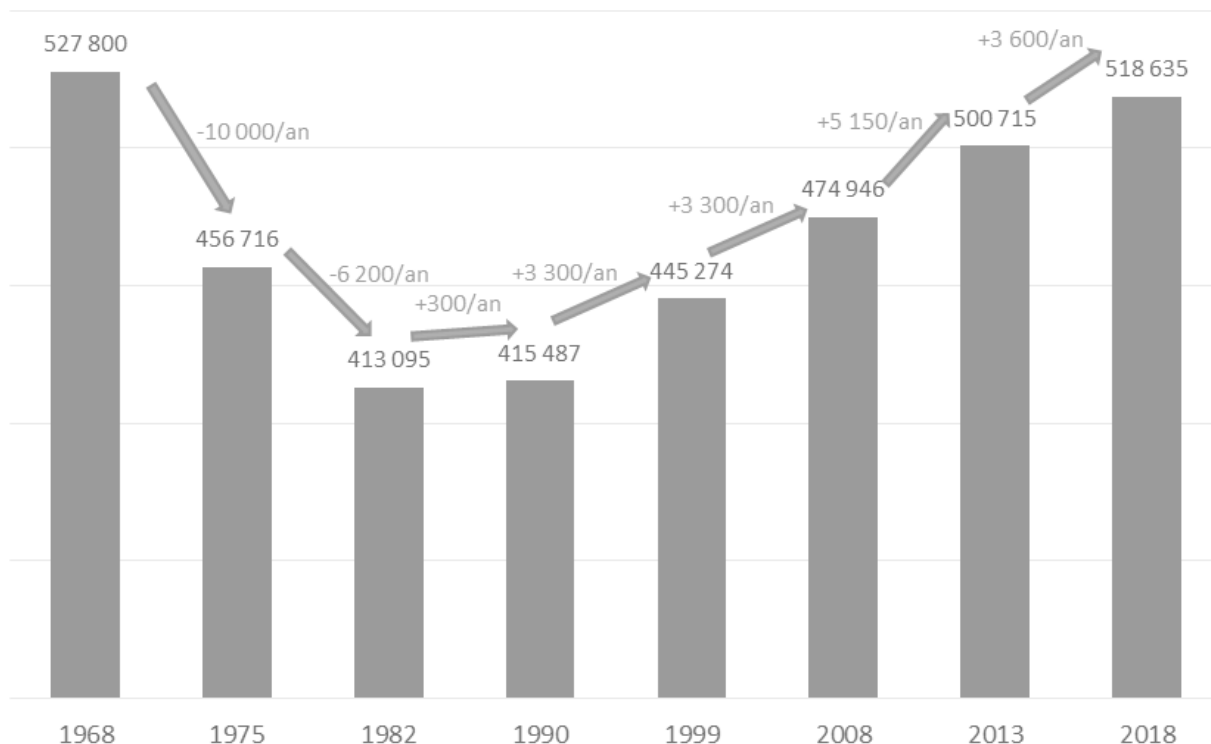


76 879
soit 14,8 %

Les caractéristiques classiques d'une ville-centre

Une croissance démographique forte qui marque le pas

Le dernier recensement de l'INSEE évalue à 518 635 habitants la population municipale de Lyon (INSEE, 2018). C'est-à-dire des Lyonnais.e.s ayant leur résidence principale habituelle sur le territoire de la commune.



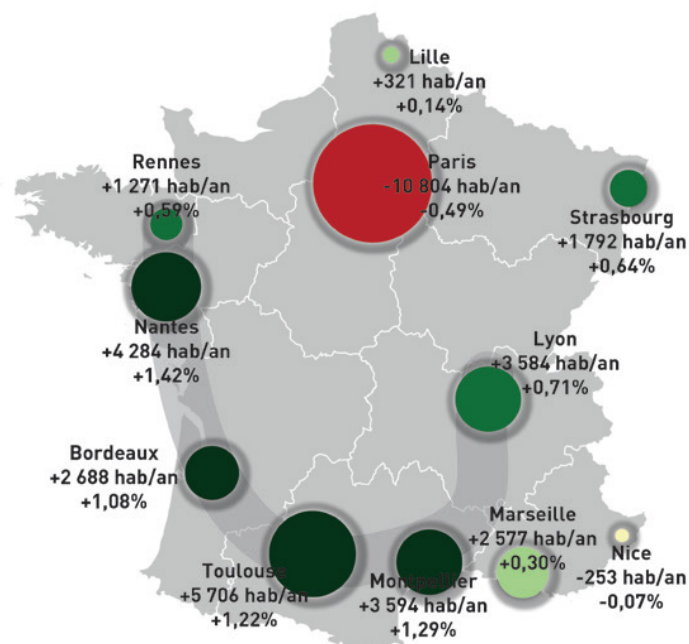
Depuis 2013, la population lyonnaise a gagné 18 000 habitants. Mais cette forte croissance qui s'observe depuis le début des années 1990 semble désormais se ralentir.

Cette croissance de population s'est effectuée selon des rythmes différents : Lyon a gagné environ 3 300 habitants par an en moyenne entre 1990 et 2008. Puis **la croissance s'est accélérée entre 2008 et 2013 (+ 5 150 habitants par an) avant de ralentir sur la dernière période d'observation (entre 2013 et 2018 : + 3 600 habitants par an)**.

source : 18 000 habitants supplémentaires à Lyon entre 2013 et 2018. Vers un basculement démographique à partir de 2020 ? Ville de Lyon, DAU, février 2021

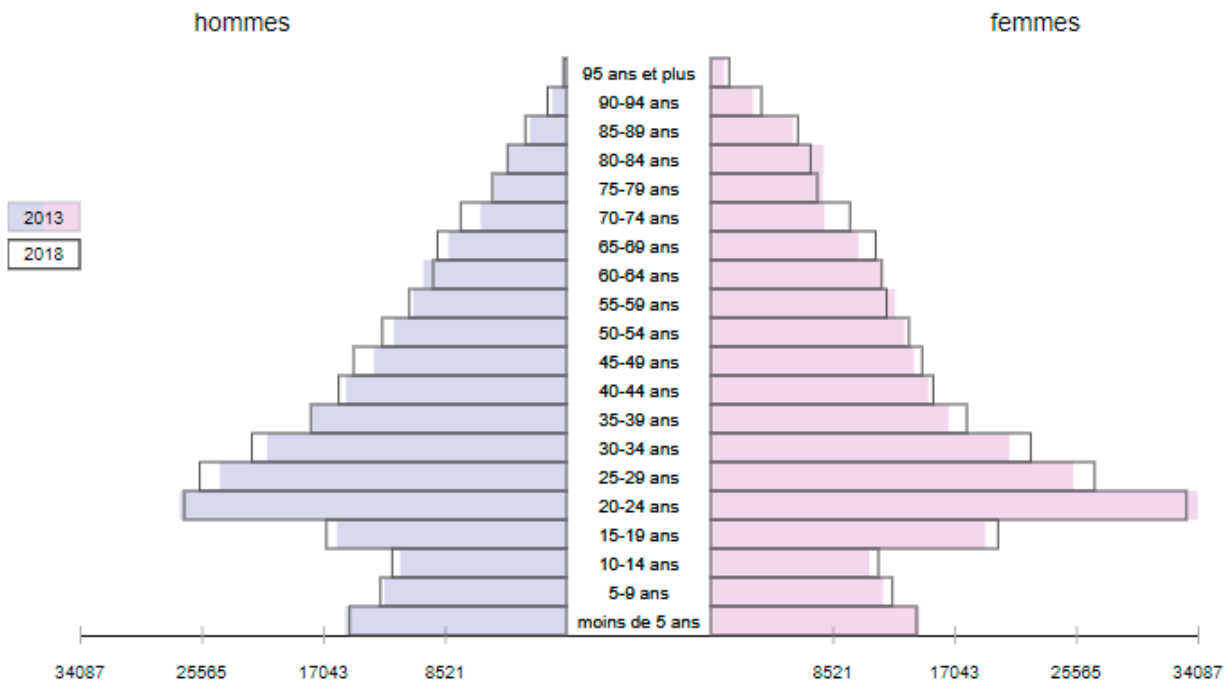
Le ralentissement de la croissance démographique a été plus prononcée dans la ville-centre (- 0,35 points entre les deux périodes) qu'à l'échelle de la Métropole (- 0,19 points).

Avec 0,71 % d'accroissement annuel moyen entre 2013 et 2018, La ville de Lyon n'appartient plus au groupe des villes centres en forte croissance, elle se rapproche de villes ayant une dynamique démographique plus modérée comme Strasbourg (+ 0,64%).



Source : données INSEE - Recensements de la population 2013 et 2018 - Graphiques et carte, DAU, Ville de Lyon.

Evolution par âge et genre



Source : Insee - Rp (2013-2018)

Des contrastes selon les arrondissements

Au niveau infra-communal, les évolutions de population sont très hétérogènes.

Entre 2008 et 2013, tous les arrondissements (excepté le 5^e) ont connu un accroissement démographique important.

Entre 2013 et 2018, la croissance s'est ralentie dans la plupart des arrondissements, sauf dans ceux de l'Ouest de la commune et dans le 6^{ème} arrondissement.

Les quartiers de l'hyper-centre marquent le pas. Le 2^e arrondissement voit sa population se stabiliser, la forte baisse de population observée dans le quartier d'Ainay (-135 habitants par an) étant compensée principalement par le dynamisme démographique de Perrache-Confluence (bien qu'une partie importante des nouveaux habitants du projet Confluence n'apparaît pas encore dans le recensement).

Le 1^{er} arrondissement voit également sa population se stabiliser, ainsi que le quartier du Vieux-Lyon. Le 4^e arrondissement est le seul à réellement connaître une perte de population (- 0,25 % par an, soit environ - 90 habitants par an en moyenne), essentiellement concentrée dans le quartier de Coeur Croix-Rousse.

source : 18 000 habitants supplémentaires à Lyon entre 2013 et 2018. Vers un basculement démographique à partir de 2020 ? Ville de Lyon, DAU, février

Une population jeune et seule !

Dans l'ensemble la population lyonnaise est assez comparable à celles d'autres grandes villes centres de métropoles régionales, comme Toulouse, Lille ou Montpellier : une population plutôt jeune (34 % de moins de 25 ans) vivant seule pour la moitié des ménages (représentant environ un quart de la population).

La part des ménages constitués d'une seule personne a désormais passé la barre symbolique des 50 %.

Part des ménages composés d'une personne seule

1990	1999	2008	2013	2018
42 %	46,9 %	48,2 %	48,5 %	50,5 %

Source : INSEE

Entre 2013 et 2018, le nombre de ménages composé d'une personne seule est passé de 252 432 à 266 434. (+ 14 002 personnes soit 78 % de l'augmentation de la population sur la même période). Si en %, c'est sans surprise la tranche d'âge des plus de 80 ans qui est la plus concernée, les ménages composés d'une seule personne comptent beaucoup de jeunes (23 % ont moins de 25 ans).

- ◇ Nombre de ménages composés d'une seule personne de 75 ans et plus (2018) : 17 937
- ◇ Part parmi l'ensemble des ménages composés d'une seule personne (2018) : 13,3 %
- ◇ Nombre de ménages composés d'une seule personne de moins de 25 ans (2018) : 30 936
- ◇ Part parmi l'ensemble des ménages composés d'une seule personne (2018) : 23,0 %

Annexe 1 : évolution de la composition des ménages depuis 2008

La population des ménages d'une personne a augmenté de 17 % depuis 2008, celle des ménages avec famille (couple et ménage avec enfants) de 8 %, cette moyenne cache une augmentation de 15 % des familles monoparentales dans la même période (une augmentation inférieure à la moyenne nationale).

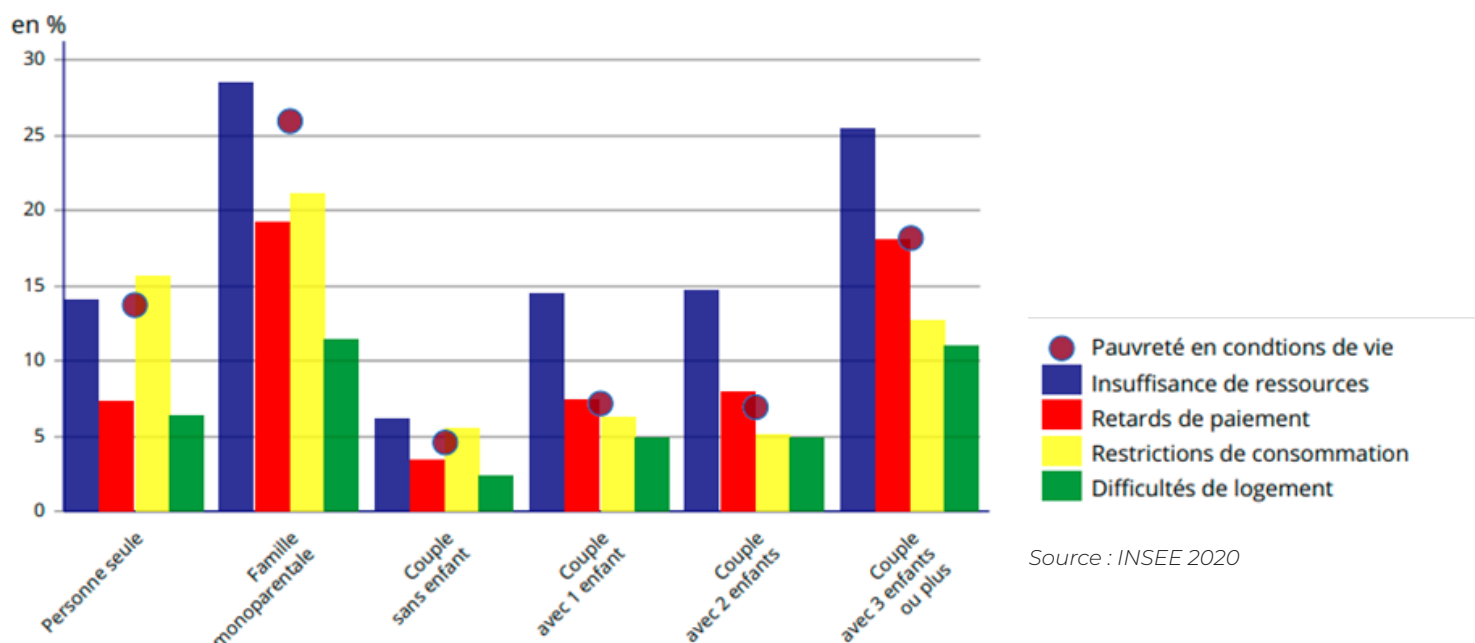
Les familles monoparentales

A Lyon, les familles monoparentales représentent 20 854 ménages pour un total de 54 385 personnes.

Ces familles monoparentales sont principalement situées dans les 8^e et 9^e arrondissements. Ces arrondissements concentrent également les familles monoparentales à bas revenus.

Public fragile, les familles monoparentales se retrouvent en grande quantité dans les poches de pauvreté, actuelle (Lyon 8 – États-Unis, Lyon 9 - Duchère/Gorge de Loup) ou historique (Lyon 7 sud, Lyon 1).

Pauvreté en condition de vie selon les typologies de ménage

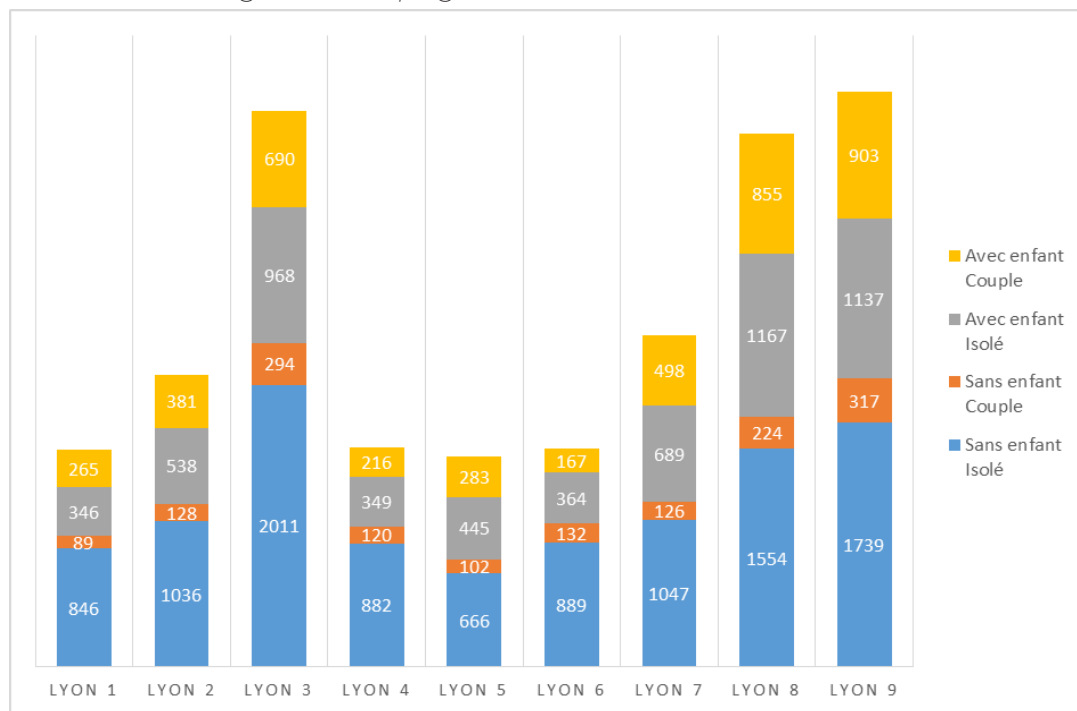


Source : INSEE 2020

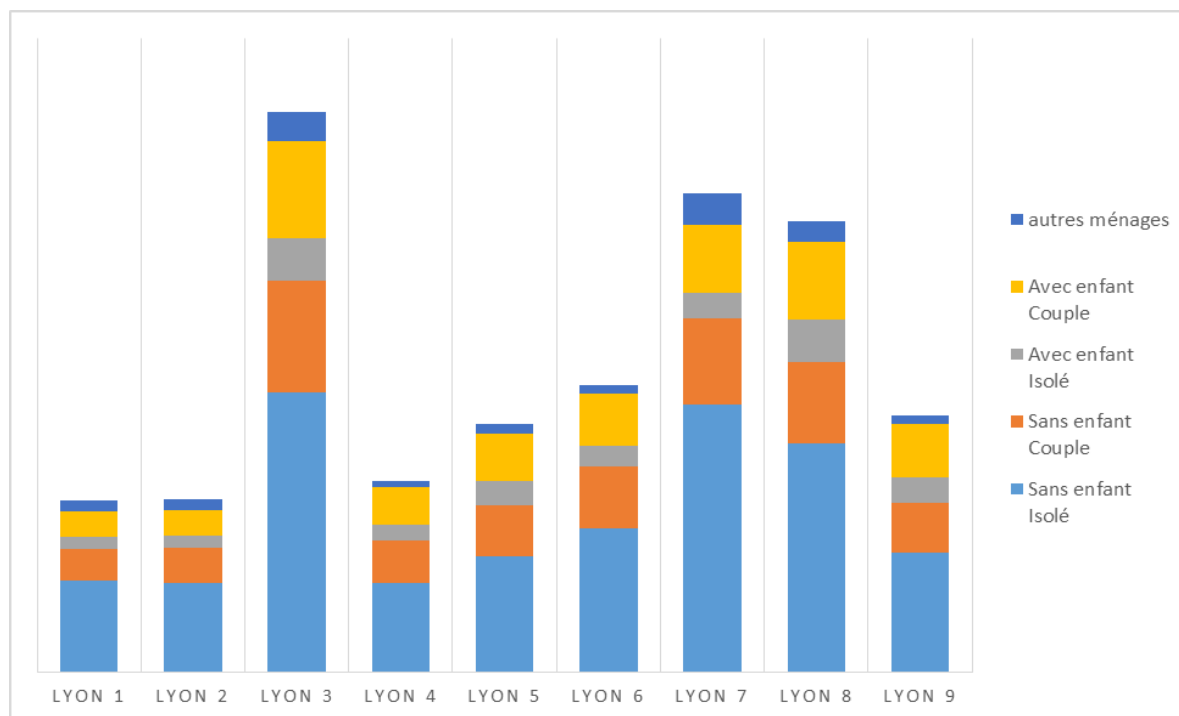
En France, un ménage est dit "pauvre en termes de conditions de vie" lorsqu'il cumule au moins huit privations ou difficultés matérielles parmi 27 liées à l'insuffisance des ressources, aux retards de paiement, aux restrictions de consommation et aux difficultés liées au logement. Les familles monoparentales sont plus facilement concernées par la pauvreté que les autres typologies de ménages. A Lyon, 27 % des familles monoparentales lyonnaises sont en dessous du taux de pauvreté à 60 %.

Elles sont donc naturellement surreprésentées dans les ménages accueillis en MDMS (Maisons de la Métropole pour les Solidarités).

Profil des ménages accompagnés en MDMS en 2019



Profil des ménages lyonnais par arrondissement



Source : INSEE 2018

Un poids de plus en plus important des cadres

Depuis 1982, Lyon connaît globalement les mêmes mutations socio-économiques majeures que la plupart des autres grandes villes françaises.

Elle est touchée par la désindustrialisation du pays et la tertiarisation de l'économie.

On y observe une hausse de la qualification de sa population et une transformation de sa fonction productive vers une économie de services avec le départ de ses usines à l'extérieur, en périphérie de la ville, vers les espaces périurbains ou ruraux.

Source : Chiffres clefs et points de repère catégories sociales, mai 2020.

Annexe 2 : tableau CSP p. 3 INSEE portrait complet

La part des cadres dans la population de + de 15 ans représente désormais 20 % contre 7 % en 1982. Inversement la part des ouvriers n'est plus que de 6 % alors qu'elle était de 15% en 1982.

Ces évolutions reflètent à la fois la hausse générale du niveau de qualification de la population active, mais aussi une certaine concentration en ville des classes supérieures et des emplois de services qualifiés, de type "métropolitains".

Si on exclut Paris, Lyon a le profil en catégories socio-professionnelles le plus aisé des 11 plus grandes ville-centre françaises : sa proportion de cadres et professions intermédiaires dans la population de plus de 15 ans est 37 % contre une médiane à 31 %). Après Paris, Lyon est donc la ville-centre avec le plus fort écart entre classes sociales moyennes et supérieures et classes sociales populaires : le ratio est désormais de 2,1, c'est-à-dire qu'on trouve à Lyon deux fois plus de cadres, professions intermédiaires et artisans commerçants que d'ouvriers et d'employés parmi la population active résidente.

Les changements sociodémographiques reflètent à la fois l'évolution de la structure de l'emploi (concentration des emplois qualifiés dans les villes centres), la forte évolution du prix de l'immobilier.

L'ensemble des quartiers de la ville est concerné par cette évolution, seuls quelques quartiers périphériques dans le 8^e et le 9^e arrondissement conservent un ratio de 0 à 1 (donc une prépondérance ou une égalité entre classes supérieures et intermédiaires et ouvriers et employés).

On note également une surreprésentation des cadres dans les quartiers centraux.

Une évolution qui risque d'être accentuée par la crise covid ?

L'observatoire urbain de la Direction de l'Aménagement Urbain de la Ville de Lyon note plusieurs pistes d'alerte et de réflexion sur l'évolution de la croissance de la population lyonnaise dans son étude "*18 000 habitants supplémentaires à Lyon entre 2013 et 2018 Vers un basculement démographique à partir de 2020 ?*".

Si le nombre de famille augmente en volume, le profil familial de la ville s'érode au profit des ménage d'une seule personne.

Est-ce que la crise covid va accentuer les tendances déjà à l'œuvre depuis quelques années ?

- ◇ Ralentissement de la croissance de la population au cours de la période 2013-2018,
- ◇ Hausse rapide et spectaculaire des prix de l'immobilier résidentiel sur la période 2016-2019 rendant de nombreux quartiers inaccessibles à plusieurs catégories de la population,
- ◇ Perte de ménages avec enfants déjà effective dans quelques quartiers du centre urbain dense de la commune,
- ◇ Poursuite d'une modification de la sociologie de la population avec une part toujours croissante de cadres et professions intellectuelles supérieures au détriment d'autres catégories sociales,
- ◇ Légère tendance à la baisse des naissances en 2019 ?

Une analyse montre une baisse importante des élèves inscrits à la rentrée 2019 et 2020 en primaire (- 1000 entre 2019 et 2020, alors que les effectifs augmentaient depuis 15 ans).

Si le nombre d'élèves sortants reste stable, il n'est plus compensé par les élèves "entrants", moins de familles avec enfants se sont installées sur Lyon en 2020.

Dans l'ensemble, la population lyonnaise est assez comparable à celle d'autres grandes métropoles régionales, comme Toulouse, dont la structuration sociodémographique est similaire à celle de la ville de Lyon.

Ainsi, c'est une population plutôt jeune (34.2 % de moins de 25 ans, +4.6 point au-dessus de la moyenne nationale), vivant seule pour la moitié des ménages représentant environ un quart de la population.

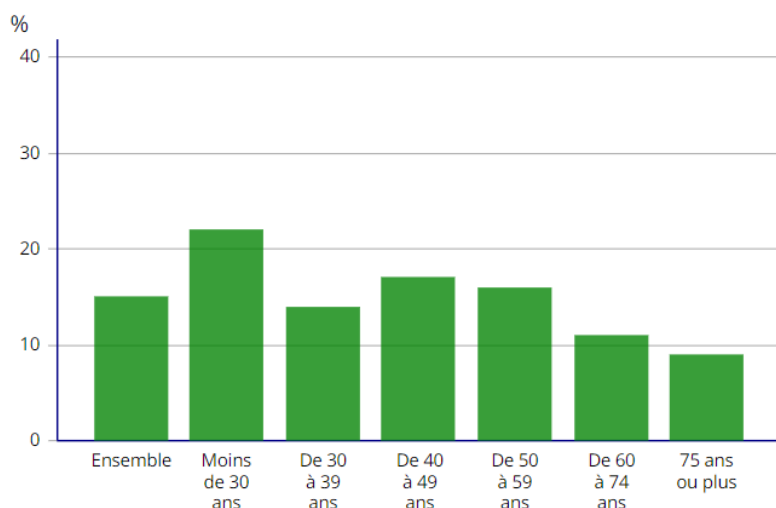
La population lyonnaise est cependant moins précaire que la population toulousaine, avec un taux de pauvreté, de chômage et un nombre de bénéficiaire d'aides légales inférieur à la ville rose.

Indicateurs	Lyon	Villeurbanne	Métropole de Lyon	Toulouse
Population (2018)	518 635	150 659	1 398 892	486 826
Foyer allocataire RSA (2020)	14 810	6 281	41 673	20 464
Foyer allocataire AAH (2020)	8 994	3 072	25 399	11 923
Taux pauvreté (2018)	15 %	20 %	16,10 %	20 %
Taux chômage (2017)	13,30 %	15,60 %	13,80 %	17 %

Un taux de pauvreté réduit mais de forts contrastes

Le taux de pauvreté est un indicateur de l'INSEE, qui indique la part de population vivant avec moins de 60 % du revenu médian, soit 1 063 € par unité de consommation en 2018.

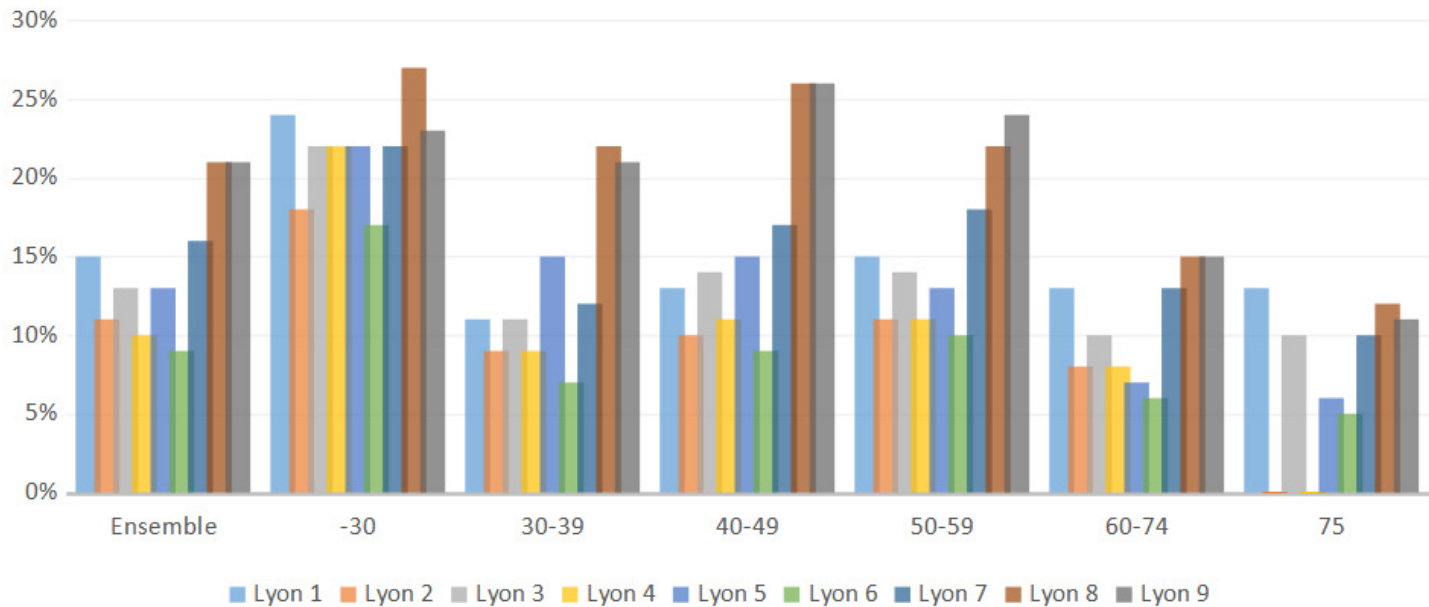
REV G1 - Taux de pauvreté par tranche d'âge du référent fiscal en 2018



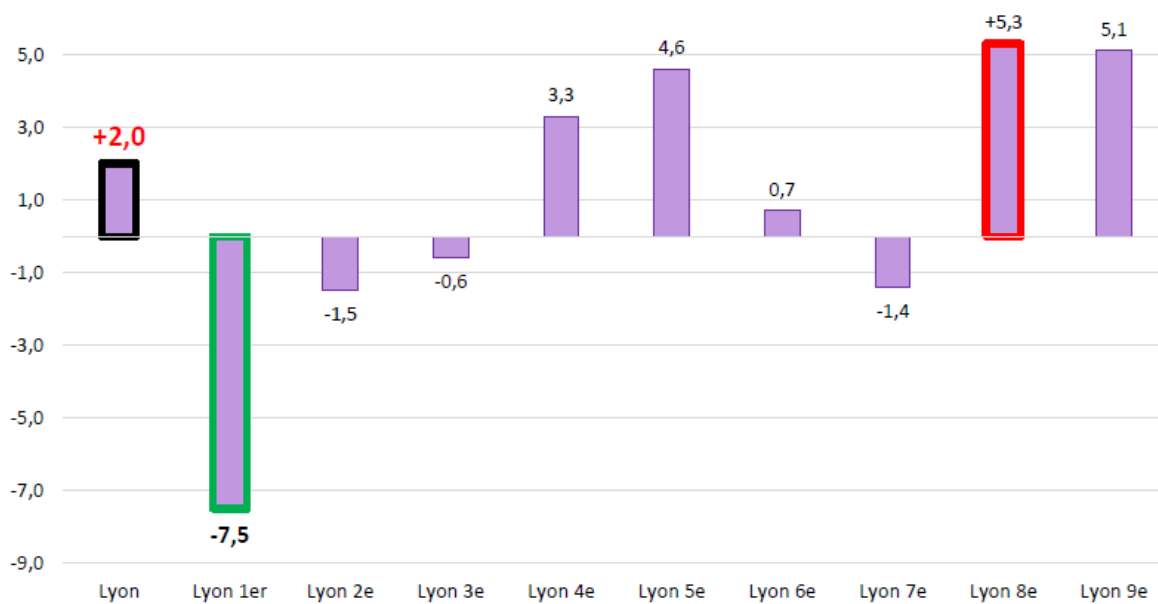
Avec un taux de pauvreté de 15 %, la ville de Lyon se situe légèrement au-dessus de la moyenne nationale. Le taux de pauvreté est plus élevé chez les moins de 30 ans (22 %) et va ensuite diminuant jusqu'aux 75 ans et plus dont le taux de pauvreté est de 9 %.

Si ce graphique indique un taux de pauvreté plutôt bas pour une ville comme Lyon (à titre de comparaison, Toulouse est à 20 % de taux de pauvreté), il existe d'importante disparité entre les différents arrondissements de la ville (le 8^e et le 9^e sont à 21 % chacun, le 6^e à 9 %).

Taux de pauvreté à Lyon, par arrondissement et catégorie d'âge

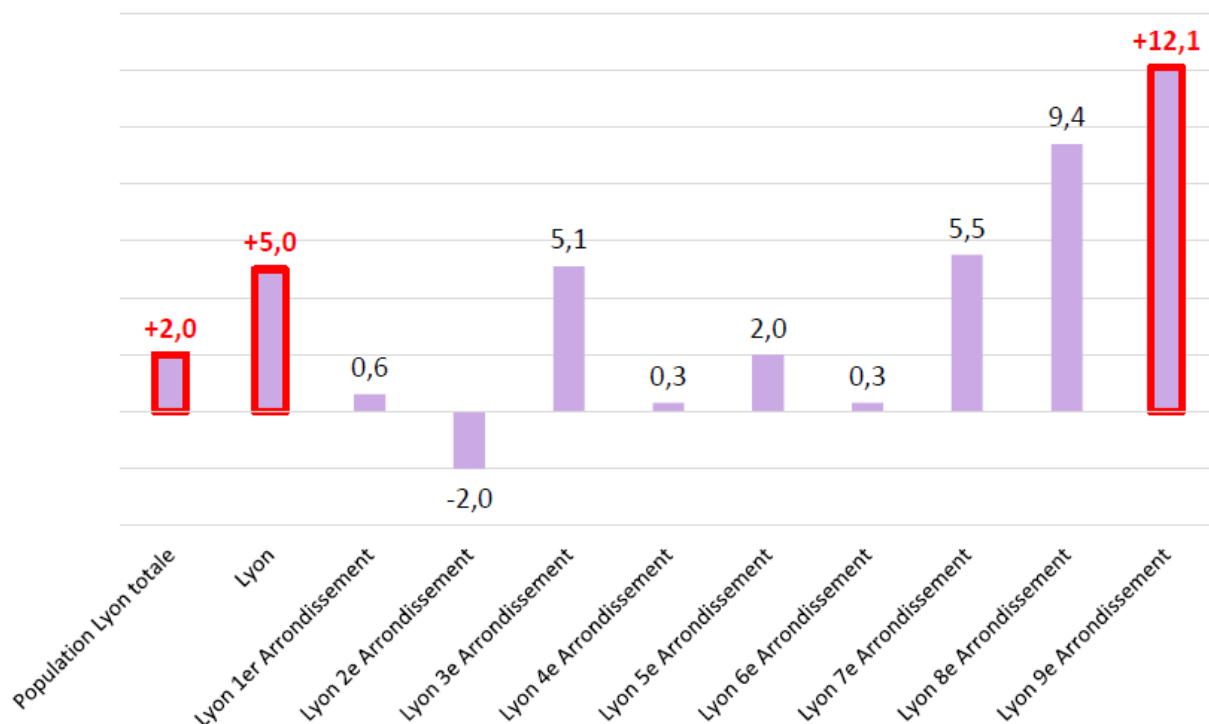


Variation 2018-2013 - Taux de pauvreté au seuil de 60 %



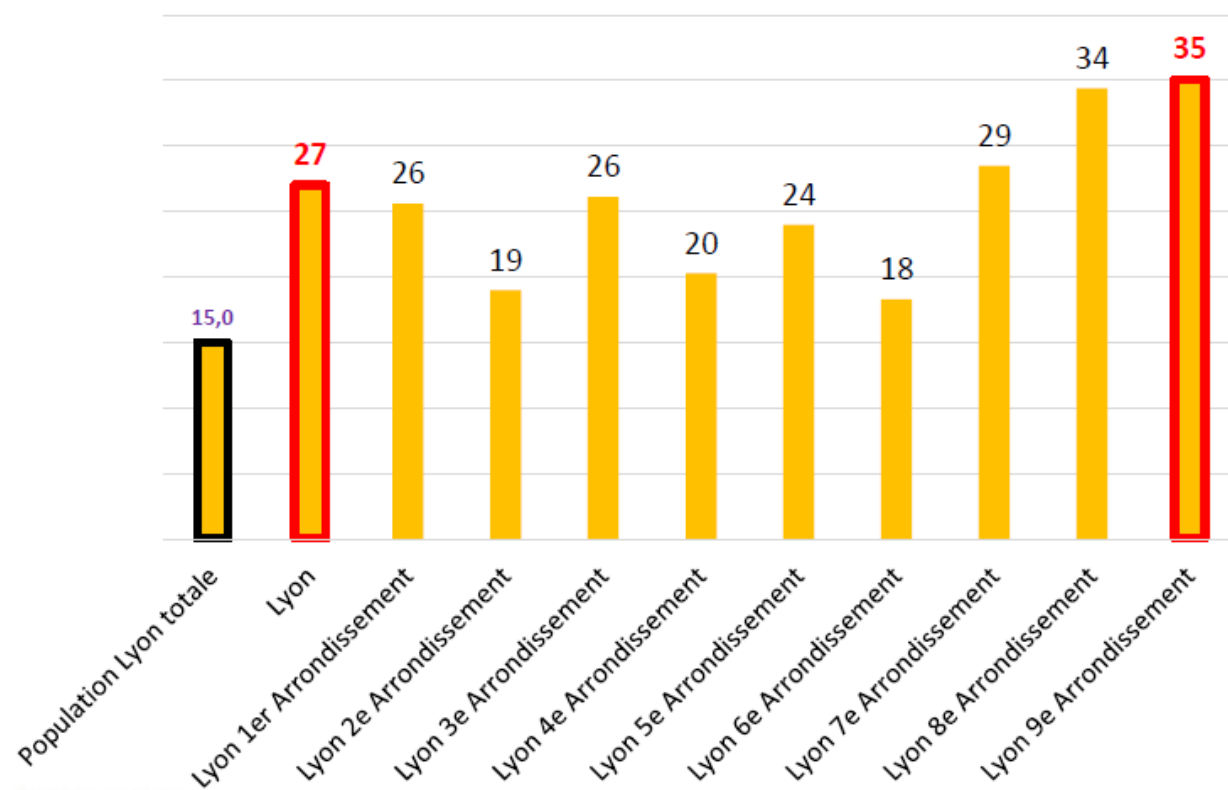
Avec des populations plus impactées comme les moins de 30 ans le taux de pauvreté des ménages dont le référent a moins de 30 ans a augmenté de 5 % entre 2013 et 2018 là où l'ensemble de la population lyonnaise augmentait de 2 %, des progressions extrêmement fortes ont eu lieu dans le 9^e arrondissement avec + 12,1 % de taux de pauvreté chez les moins de 30 ans autonomes fiscalement.

Évolution 2018-2013 - Taux de pauvreté à 60 % - Ménages référents moins de 30 ans



Les familles monoparentales : La situation des familles monoparentales est très marquée par la pauvreté relative en 2018. Mais sans évolution entre 2013 et 2018 à l'échelle de la ville.

2018 - Taux de pauvreté au seuil de 60 % - Familles monoparentales



Sources : INSEE - Analyse et graphiques - Mission observation évaluation - Direction du développement territorial.

La crise sanitaire et ses conséquences

Il est difficile d'avoir une estimation solide des conséquences de la crise sanitaire débutée en 2020. Cependant, il est possible d'observer statistiquement certains de ses effets sur la précarité de la population lyonnaise.

Le chômage

l'année 2020 a vu une hausse importante de du son nombre de chômeurs (au sens de Pôle Emploi). Ainsi, le nombre de demandeur d'emploi à la fin du mois de décembre (DEFM) connaît une évolution de + 7,9 % en un an, et jusqu'à + 18,4 % pour les moins de 25 ans.

Publics	Nombre de DEFM décembre	Evolution sur un an
Total cat ABC	51 560	+ 7,9 %
Hommes	26 349	+ 9,5 %
Femmes	25 211	+ 6,3 %
Moins de 25 ans	6 144	+ 18,4 %
25 à 49 ans	35 356	+ 6,4 %
50 ans et plus	10 060	+ 7,5 %
DE de longue durée (+ 12 mois)	23 816	+ 14,1 %
Dont DE de très longue durée (> 2 ans)	12 885	+ 9,9 %

Durant l'année 2020, la chute de l'activité économique a également amené une réduction du temps de travail pour 34 % en moyenne des personnes en emploi du 16 mars au 10 mai par rapport à la même période en 2019 (INSEE, France). Aussi un quart des ménages estime que sa situation financière s'est dégradée avec le confinement, plus particulièrement ceux qui ont réduit leur activité, ceux ayant des enfants et ceux dont les revenus étaient initialement bas (35 % des ménages appartenant au 1^{er} décile). Pour l'avenir, un quart des personnes pensaient, fin avril, rencontrer des difficultés pour payer leur loyer, leur crédit immobilier ou leurs charges dans les douze prochains mois.

source Les inégalités sociales à l'épreuve de la crise sanitaire : un bilan du premier confinement, INSEE, 2020.

Un chiffre corroboré par le retour des répondants au 14^e baromètre IPSOS / Secours Populaire Français, qui déclarent pour 33 % d'entre eux avoir subi une perte de revenus dont 16 % une perte importante du fait de la crise sanitaire.

Entre mars 2020 et l'été de la même année, c'est 1,3 millions de personnes qui ont demandées de l'aide au Secours Populaire, dont 45 % pour qui c'était la première demande.

Dans le Rhône, l'augmentation de demande d'aides auprès du Secours Populaire est de + 30 % entre 2019 et 2020.

PARTIE 2 - FOCUS

ARRONDISSEMENTS

1^{er} a r r o n d i s s e m e n t

Le 1^{er} arrondissement est le plus petit arrondissement de Lyon. Il a connu au cours des dernières décennies de profondes mutations : quartier historiquement ouvrier et populaire, sa population active est aujourd'hui principalement composée de cadres et de professions intermédiaires. Pourtant, une part importante de son territoire demeure en Quartier de Veille Active (QVA), et donc encore fragile sur les questions de précarité monétaire. Alors que le taux de chômage de l'arrondissement est légèrement plus élevé que le taux moyen de la ville, son taux de pauvreté se situe dans la moyenne.

Caractéristique particulière

Quartier ancien, le 1^{er} arrondissement se caractérise par un bâti très ancien : 58.9 % de ses 16 150 logements ont été construits avant 1919. Ce chiffre monte à 84 % si on prend en compte les logements construits entre 1919 et 1970.

Cette ancienneté du bâti peut être facteur de précarité énergétique, du fait d'une isolation thermique de mauvaise qualité, et ainsi aggraver des situations de précarité monétaire, via l'augmentation des montants des factures associées, et avoir des effets néfastes sur la santé des habitants. Cette problématique liée au bâti peut également rendre l'adaptation des logements au vieillissement et au handicap plus difficile.

Nombre d'habitants



29 352

14 191

15 161

Population en QPV
(Quartier de la Politique de la Ville)
0 %

Population en QVA
(Quartier de Veille Active)
52 %

Taux de pauvreté



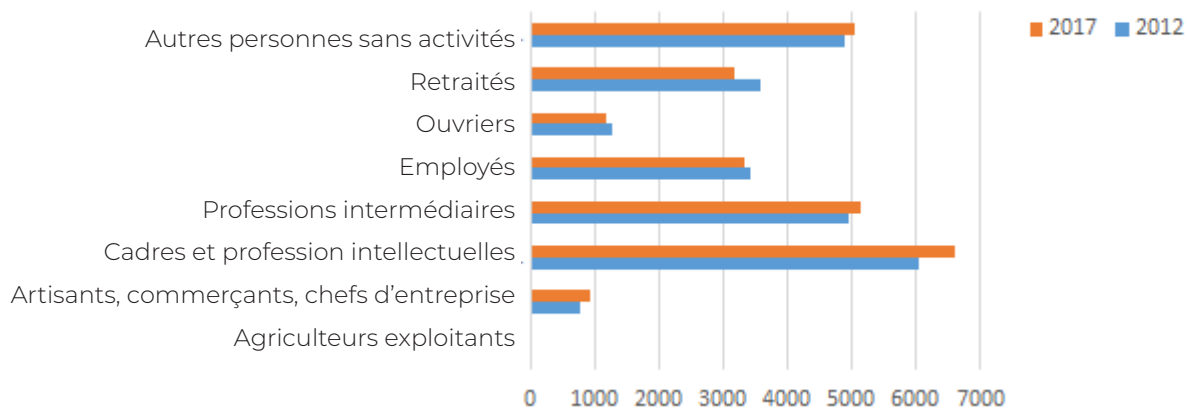
15 %
soit 3 711
ménages

Taux de chômage

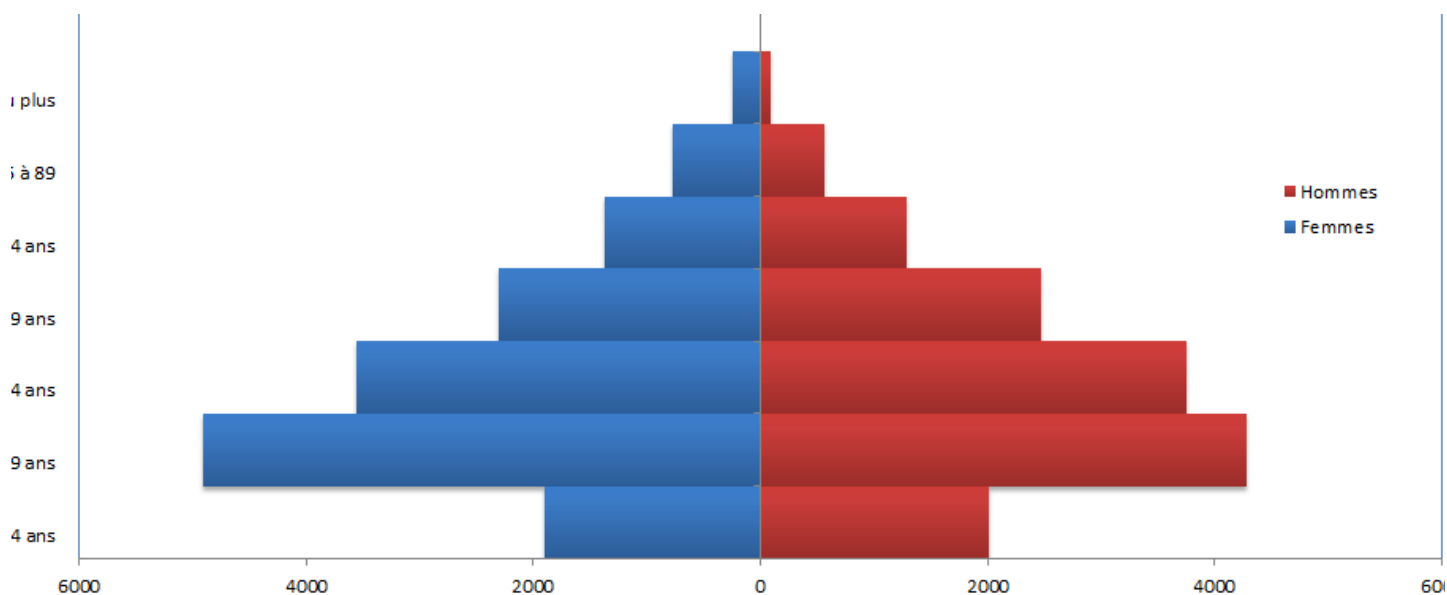


14,5 %

Catégories socioprofessionnelles



Pyramide des âges



Quelques repères

	Handicap	Bénéficiaires AAH	675
		Personnes ayant une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH)	791
	Insertion	Bénéficiaires RSA	1 783
		Ménages accompagnés en MDMS	1 400
CCAS	Aides facultatives	Enfance	69
		Personnes âgées / personnes handicapés	106
		Tout public	115
		Alimentaires	357
	Domiciliation		177

Géographiquement central, le 2^e arrondissement de Lyon constitue l'un des "cœurs" de la ville, bien que connaissant deux dynamiques très différentes : la partie nord, entre la gare Perrache et l'hôtel de Ville, est bourgeoise, touristique et commerciale, tandis que la partie au sud de la voie ferroviaire fait l'objet d'une politique de renouvellement urbain de grande ampleur, notamment au niveau du quartier de Confluence.

Malgré un taux de pauvreté et un taux de chômage plus faibles que la moyenne lyonnaise, le deuxième arrondissement compte un quartier en politique de veille active : le quartier Verdun-Suchet, situé au sud de la gare Perrache.

Caractéristique particulière

La population des seniors du 2^e arrondissement est en partie marquée par une situation d'isolement. En effet, près de 40 % des plus de 65 ans de l'arrondissement vivent seuls.

Dans le quartier de Sainte-Blandine, dans la partie sud de l'arrondissement, cela représente près de 500 personnes, soit l'effectif de seniors vivant seuls le plus important de la ville.

Nombre d'habitants



30 733



14 354



16 379

Population en QPV
(Quartier de la Politique de la Ville)
0 %

Population en QVA
(Quartier de Veille Active)
0 %

Taux de pauvreté



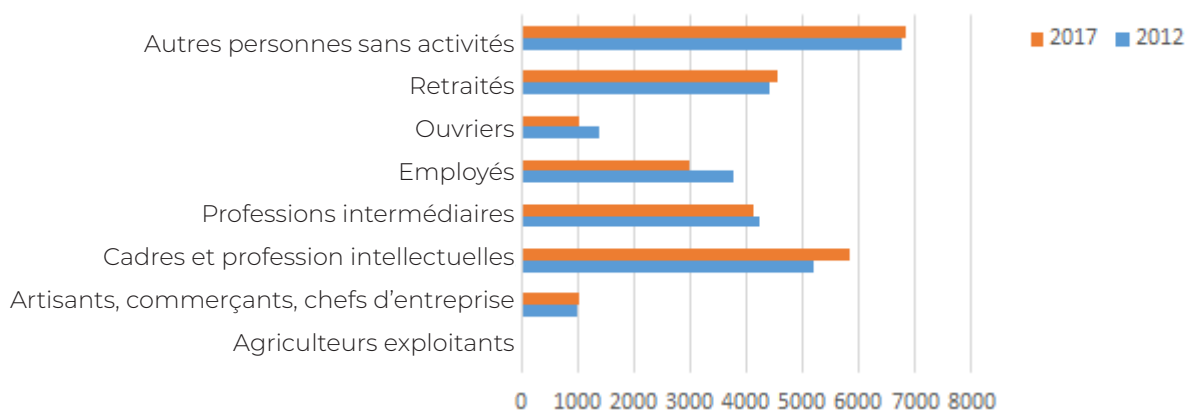
15 %
soit 2 944
ménages

Taux de chômage

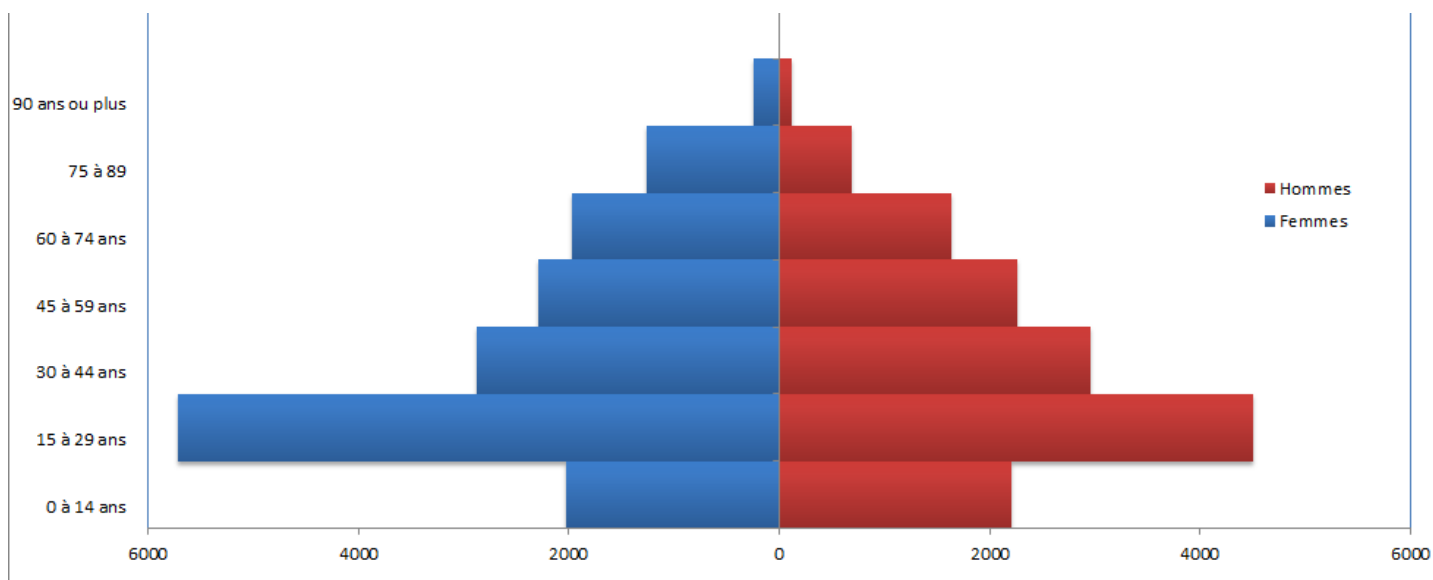


11,3 %

Catégories socioprofessionnelles



Pyramide des âges



Quelques repères

	Handicap	Bénéficiaires AAH	532
		Personnes ayant une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH)	716
	Insertion	Bénéficiaires RSA	1 036
		Ménages accompagnés en MDMS	1 300
CCAS	Aides facultatives	Enfance	80
		Personnes âgés / personnes handicapés	58
		Tout public	89
		Alimentaires	528
	Domiciliation		346

Le 3^e arrondissement, à l'est de la commune, est le plus peuplé de Lyon. Son taux de pauvreté est légèrement inférieur à la moyenne lyonnaise, tandis que son taux de chômage s'inscrit totalement dans les chiffres communaux.

Il existe sur le territoire de l'arrondissement deux espaces relevant de la politique de la ville : un quartier de veille active, Moncey, intégrant sur une partie de sa délimitation un QPV, sur le quartier Guillotière-Nord.

Avec en son cœur la gare et le quartier d'affaires de la Part-Dieu, le 3^e arrondissement est un des centres économiques et administratifs les plus importants de Lyon, accueillant également la préfecture du Rhône et l'hôtel de la Métropole de Lyon.

Caractéristique particulière

Avec plus de 100 000 habitants, le 3^e arrondissement est l'équivalent d'une commune comme Nancy ou Caen. Véritable "ville dans la ville", cette importante population est loin d'être homogène : le taux de pauvreté peut varier d'un quartier à l'autre du simple au quintuple (Saint-Maximin Sisley : 5.4 % - Moncey : 28.2 %).

Nombre d'habitants



102 238



48 312



53 926

Population en QPV
(Quartier de la Politique de la Ville)
2 %

Population en QVA
(Quartier de Veille Active)
3 %

Taux de pauvreté (2017)



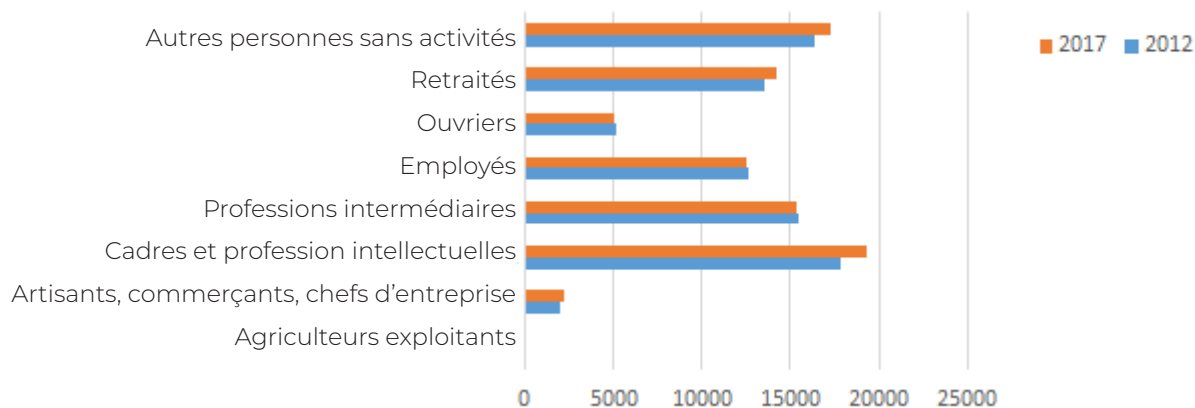
13 %
soit 11 823
ménages

Taux de chômage (2017)

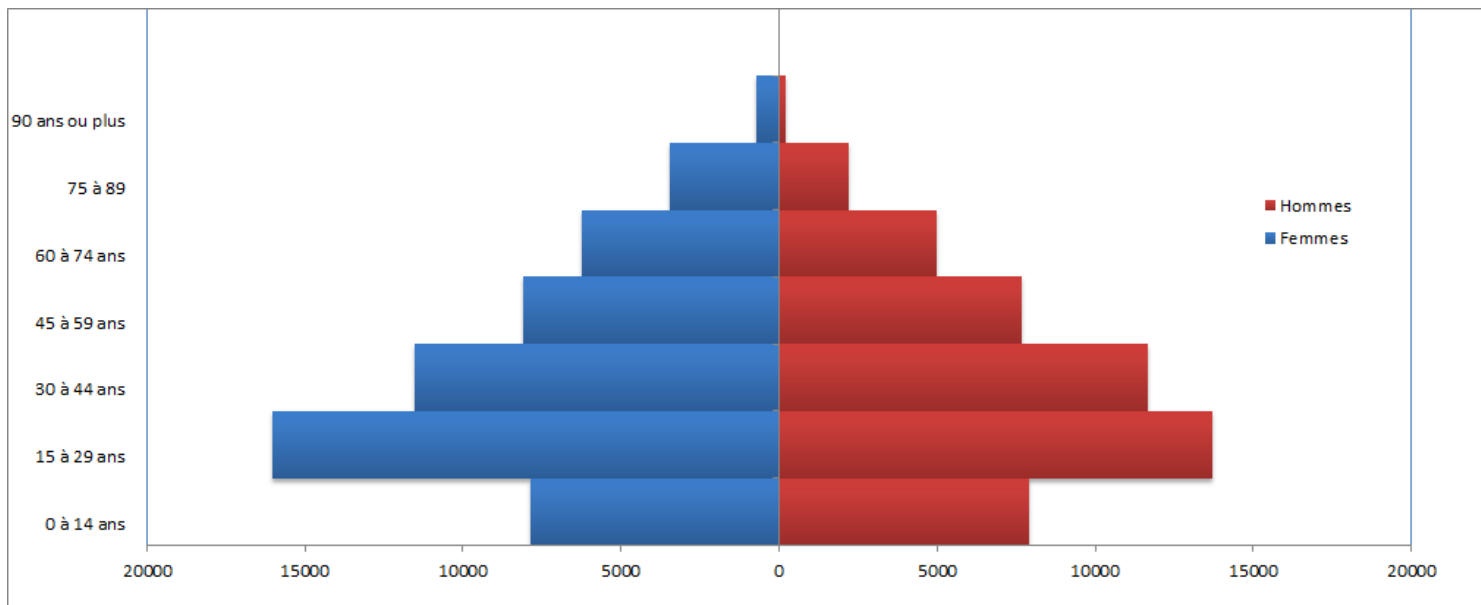


13,2 %

Catégories socioprofessionnelles



Pyramide des âges



Quelques repères

	Handicap	Bénéficiaires AAH	2 065
		Personnes ayant une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH)	3 044
	Insertion	Bénéficiaires RSA	4 518
		Ménages accompagnés en MDMS	3 700
CCAS	Aides facultatives	Enfance	137
		Personnes âgés / personnes handicapés	59
		Tout public	315
		Alimentaires	1 050
	Domiciliation		429

Le 4^e arrondissement de Lyon se situe au nord de la presqu'île, sur la colline de la Croix-Rousse. Son taux de chômage et son taux de pauvreté sont parmi les plus bas de Lyon, ce qui le place dans la catégorie des arrondissements "riches" de Lyon.

Tout comme le 6^e arrondissement, le 4^e ne compte aucun quartier relevant de la politique de la ville.

Il est, par ailleurs, le seul arrondissement de Lyon ayant vu sa population décroître entre 2013 et 2018 (-500 habitants).

Caractéristique particulière

Le 4^e arrondissement est connu pour avoir été le premier arrondissement lyonnais ayant vu une vente immobilière dépasser les 10 000 € / m², en 2019. Si cette vente est restée au rang d'exception, le prix moyen du mètre carré dans le 4^e arrondissement oscille autour 6 000 €, et pose tout de même la question de l'accession à la propriété à Lyon, et particulièrement dans les quartiers centraux.

Nombre d'habitants



35 878



16 467

Population en QPV
(Quartier de la Politique de la Ville)
0 %



19 411

Population en QVA
(Quartier de Veille Active)
0 %

Taux de pauvreté (2017)



10 %

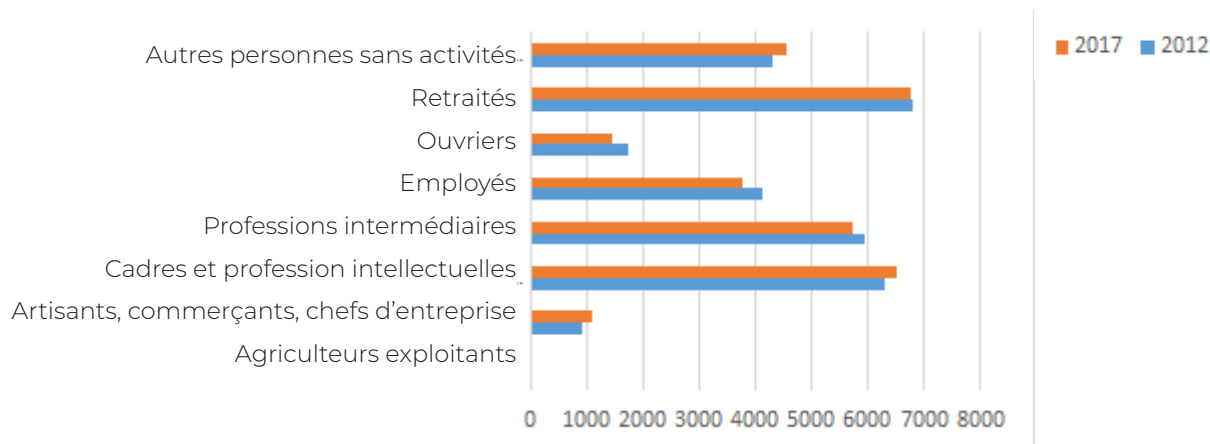
soit 3 330
ménages

Taux de chômage (2017)

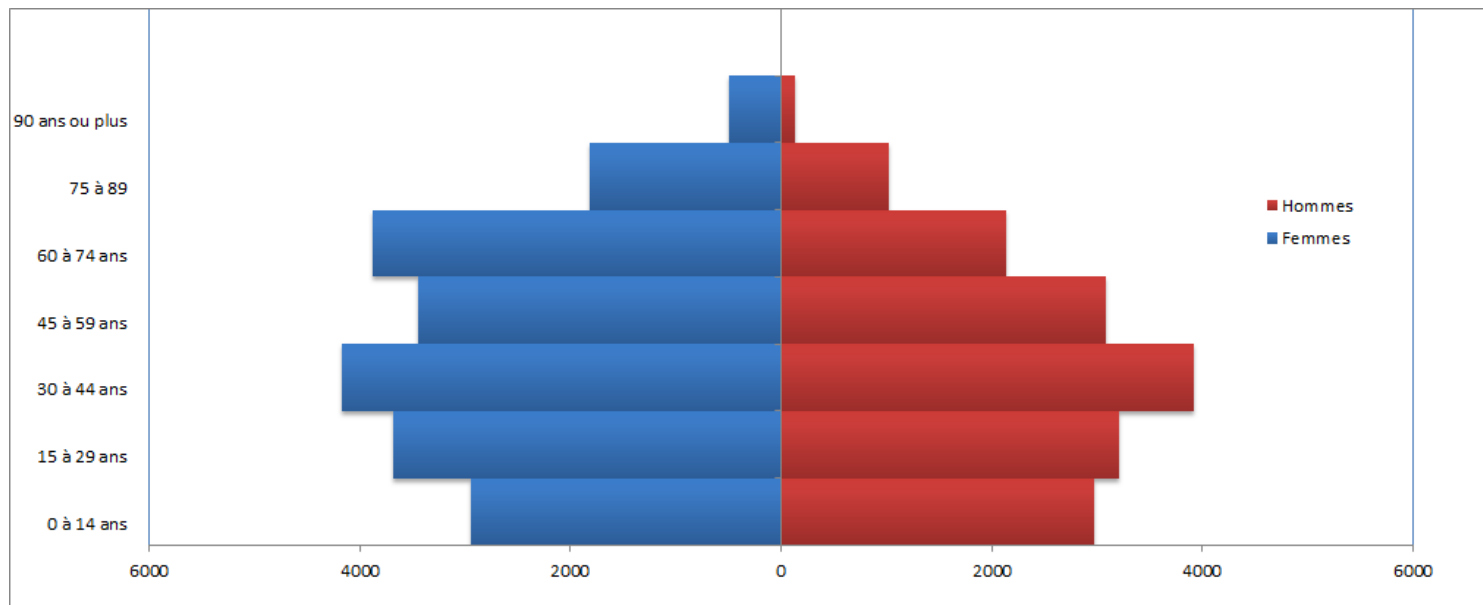


12 %

Catégories socioprofessionnelles



Pyramide des âges



Quelques repères

	Handicap	Bénéficiaires AAH	602
		Personnes ayant une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH)	903
	Insertion	Bénéficiaires RSA	1 258
		Ménages accompagnés en MDMS	1 400
CCAS	Aides facultatives	Enfance	17
		Personnes âgées / personnes handicapés	60
		Tout public	104
		Alimentaires	149
	Domiciliation		238

Le 5^e arrondissement se situe sur l'ouest de la commune, partant de la Saône et comprenant toute la colline de Fourvière. Son taux de pauvreté et son taux de chômage s'inscrivent dans la moyenne lyonnaise.

Il existe plusieurs quartiers relevant de la politique de la ville dans le 5^e arrondissement : le quartier de Sœur Janin, en QPV, et les quartiers Ménival et Jeunet, en QVA.

Caractéristique particulière

Le 5^e arrondissement étonne par la composition de sa population : environ 20 % de sa population est âgée de plus de 65 ans, et il existe une répartition géographique très nette de cette population : dans le quartier du Vieux-Lyon, la part des plus de 65 ans ne dépasse pas les 10 %, quand dans le quartier de Point-du-Jour, celle-ci atteint 42 % de l'ensemble de la population. La partie "colline" du 5^e arrondissement compte, quant à elle, plus 20 % de plus de 65 ans sur l'ensemble de sa population.

Nombre d'habitants



49 755



22 950

Population en QPV
(Quartier de la Politique de la Ville)
3 %



26 805

Population en QVA
(Quartier de Veille Active)
2 %

Taux de pauvreté (2017)



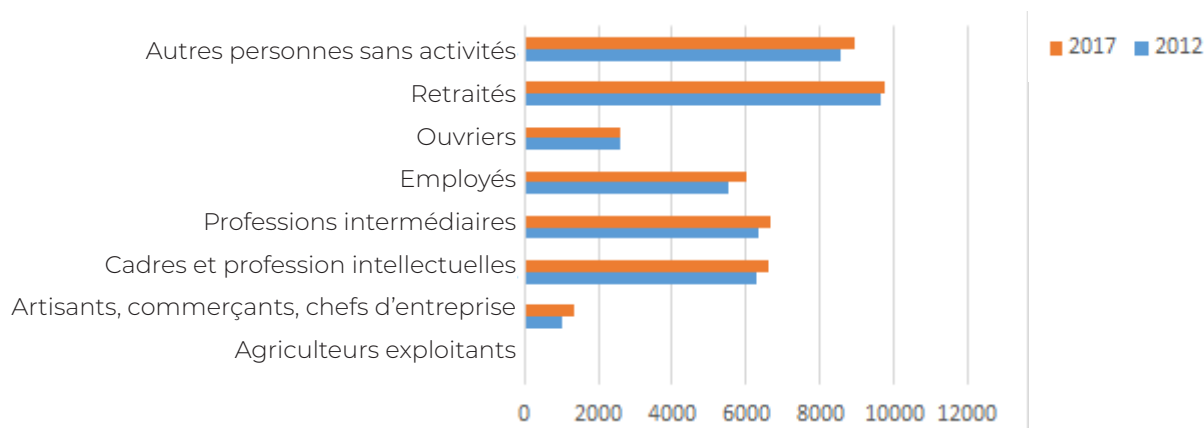
10 %
soit 5 214
ménages

Taux de chômage

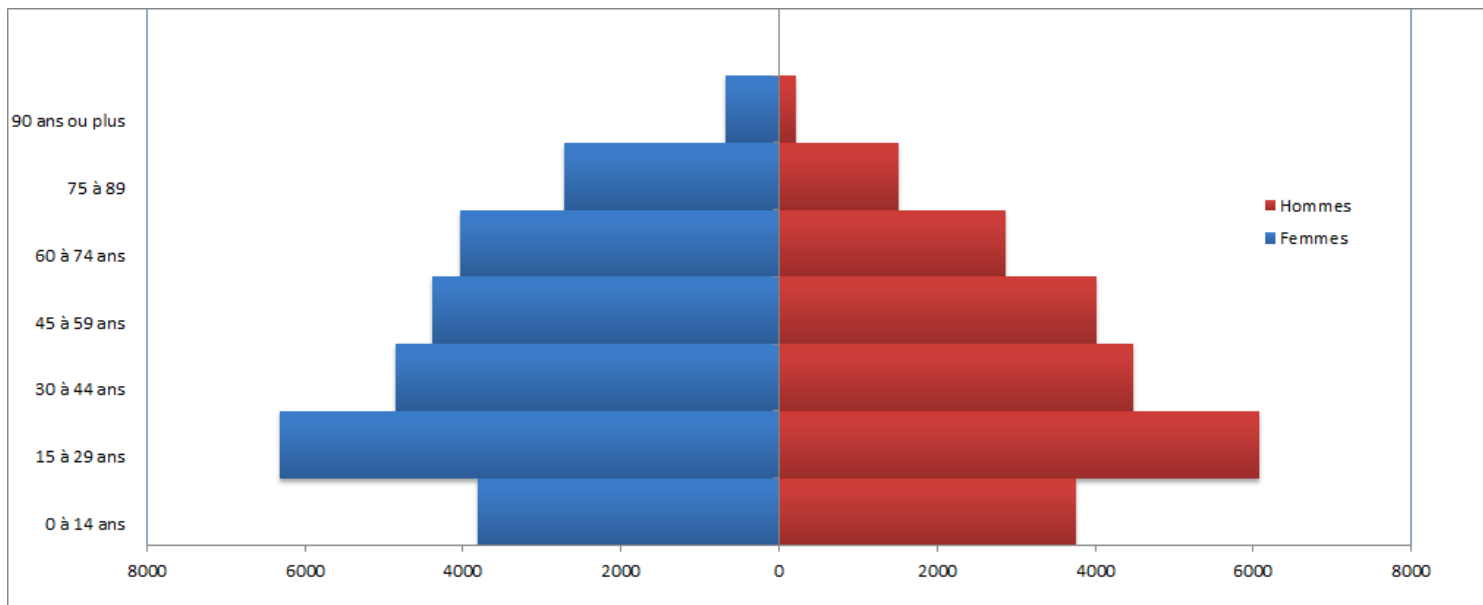


13 %

Catégories socioprofessionnelles



Pyramide des âges



Quelques repères

	Handicap	Bénéficiaires AAH	838
		Personnes ayant une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH)	1 251
	Insertion	Bénéficiaires RSA	2 108
		Ménages accompagnés en MDMS	1 500
CCAS	Aides facultatives	Enfance	46
		Personnes âgés / personnes handicapés	77
		Tout public	89
		Alimentaires	208
	Domiciliation		142

Situé au nord-est de la commune, entre le Rhône et Villeurbanne, le 6^e arrondissement de Lyon est notamment connu pour le Parc de la Tête d'Or.

Avec un taux de pauvreté et un taux de chômage inférieurs à 10 %, la population de cet arrondissement est la moins précaire de la ville. Conséquence de cette situation, il n'existe aucun quartier inscrit à la politique de la ville sur le territoire du 6^e arrondissement.

Caractéristique particulière

Le 6^e arrondissement se distingue notamment par le niveau de revenu de ses habitants. Ainsi, le revenu médian par unité de consommation y était de 31 210 € en 2018, soit environ 8 000 € de plus que le niveau lyonnais. Le 6^e arrondissement se positionne comme le plus "aisé", du point de vue statistique, des arrondissements lyonnais.

Nombre d'habitants



52 411



24 237



28 174

Population en QPV
(Quartier de la Politique de la Ville)
0 %

Population en QVA
(Quartier de Veille Active)
0 %

Taux de pauvreté (2017)



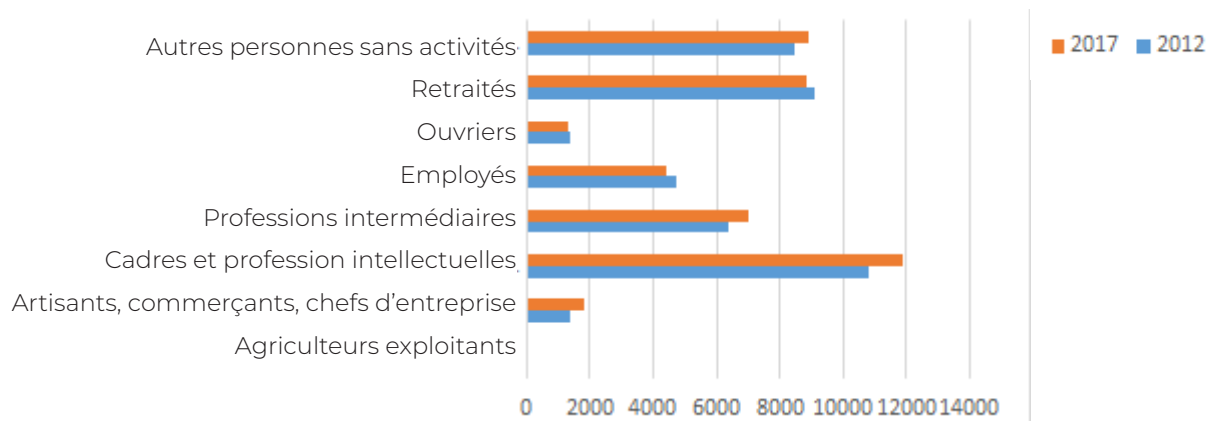
9 %
soit 4 169
ménages

Taux de chômage

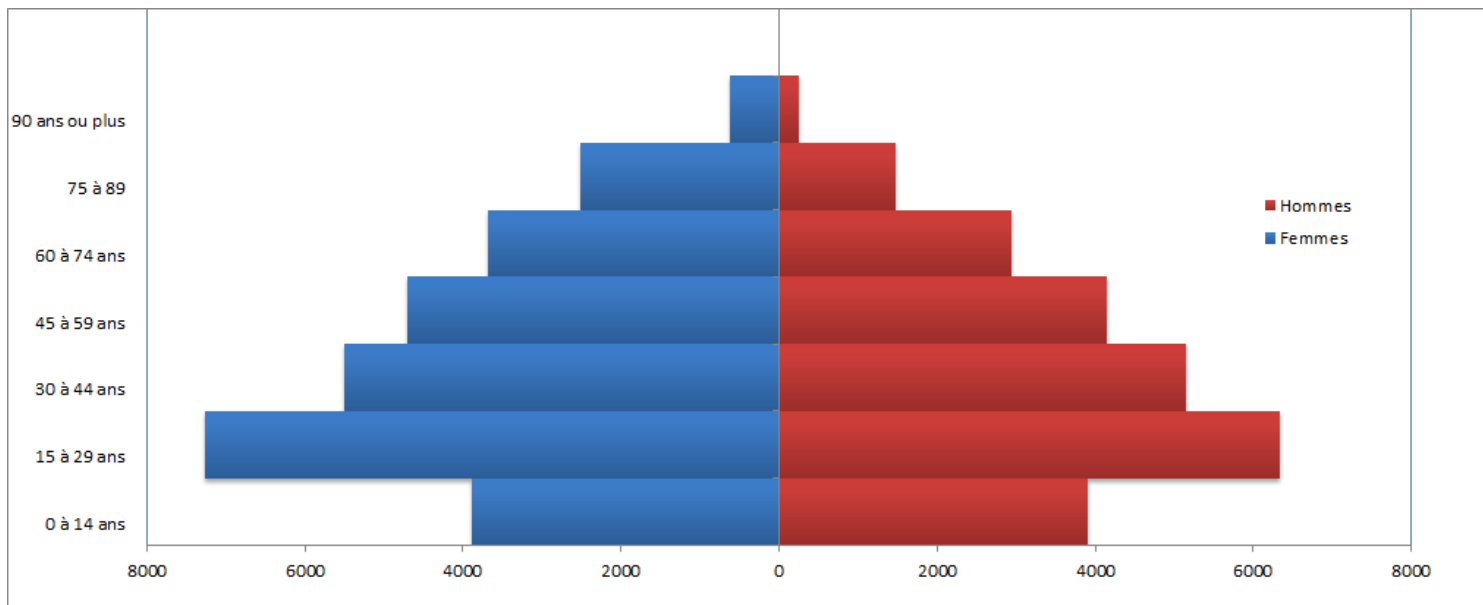


9,7 %

Catégories socioprofessionnelles



Pyramide des âges



Quelques repères

	Handicap	Bénéficiaires AAH	753
		Personnes ayant une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH)	1 023
	Insertion	Bénéficiaires RSA	1 369
		Ménages accompagnés en MDMS	1 400
CCAS	Aides facultatives	Enfance	34
		Personnes âgés / personnes handicapés	65
		Tout public	137
		Alimentaires	506
	Domiciliation		107

Le 7^e arrondissement est situé au sud de Lyon, sur la rive gauche du Rhône. Son taux de pauvreté est légèrement supérieur à la moyenne de la ville, tandis que son taux de chômage est légèrement inférieur. Il existe dans le 7^e arrondissement deux territoires inscrits à la politique de la ville : le quartier de la Guillotière, qui est un QVA, et les Cités Sociales de Gerland, regroupant à la fois un QVA et un QPV.

Le 7^e arrondissement a connu une importante hausse de population ces dernières années (+12 000 habitants en 10 ans), dû en partie à un important dynamisme dans la construction de logements.

Caractéristique particulière

Le 7^e arrondissement est héberge les bains-douches Delessert, un service clé de la politique sociale de la commune. En effet, entre 3 000 et 5 000 personnes bénéficient chaque mois de ce service d'accès à l'hygiène, indispensable pour les personnes en grande précarité.

Nombre d'habitants



81 825



39 233



45 592

Population en QPV
(Quartier de la Politique de la Ville)
2 %

Population en QVA
(Quartier de Veille Active)
13 %

Taux de pauvreté (2017)



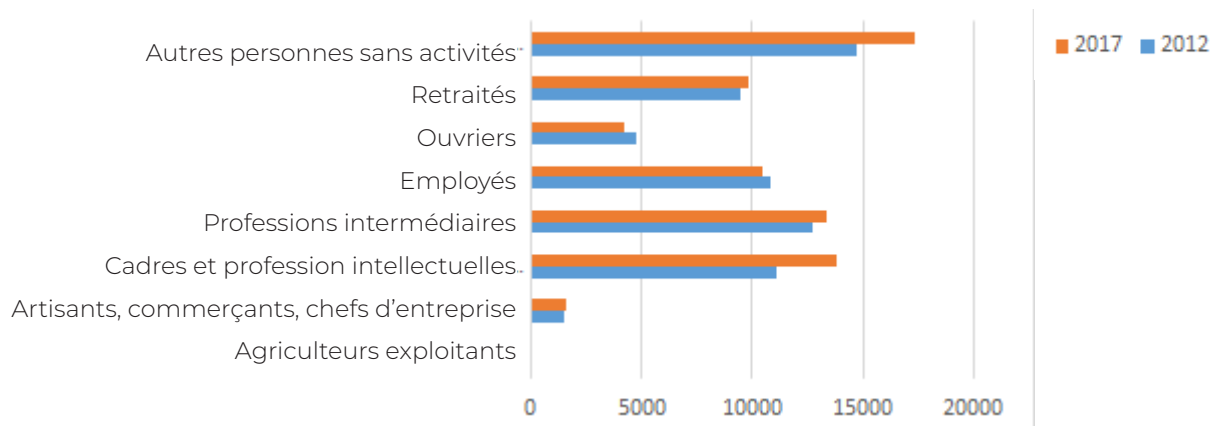
16 %
soit 10 118
ménages

Taux de chômage

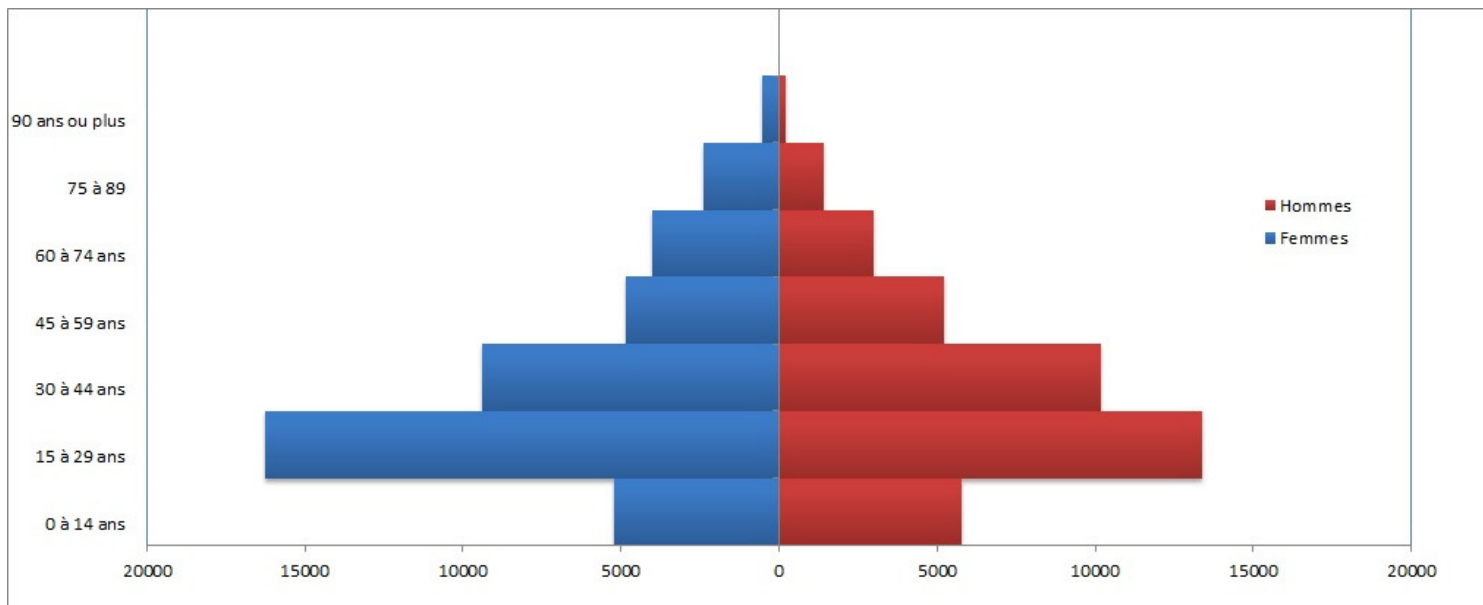


12,3 %

Catégories socioprofessionnelles



Pyramide des âges



Quelques repères

	Handicap	Bénéficiaires AAH	1 559
		Personnes ayant une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH)	2 419
	Insertion	Bénéficiaires RSA	4 354
		Ménages accompagnés en MDMS	3 200
CCAS	Aides facultatives	Enfance	161
		Personnes âgés / personnes handicapés	82
		Tout public	184
		Alimentaires	815
	Domiciliation		376

Le 8^e arrondissement est situé au sud-est de Lyon, en bordure des communes de Bron et Vénissieux. Avec un taux de pauvreté supérieur de 6 points à la moyenne de la ville, le 8^e arrondissement est l'un des arrondissements à la population la plus précaire.

Trois territoires du 8^e arrondissement relèvent de la politique de la ville : Moulin à vent, comprenant à la fois un QVA et un QPV, Mermoz, un QPV, et enfin Etats-Unis-Langlet-Santy, le plus important quartier relevant de la géographie prioritaire de Lyon.

Caractéristique particulière

Le 8^e arrondissement se caractérise par la part importante de son territoire relevant de la politique de la ville (110 hectares), et le nombre d'habitants concernés (20 000 habitants).

Plus de 50 % de la population lyonnaise relevant de la géographie prioritaire se trouve dans le 8^e arrondissement.

Nombre d'habitants



85 170



39 564

Population en QPV
(Quartier de la Politique de la Ville)
22 %



45 606

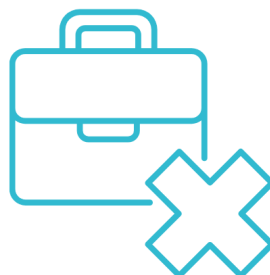
Population en QVA
(Quartier de Veille Active)
0 %

Taux de chômage

Taux de pauvreté (2017)

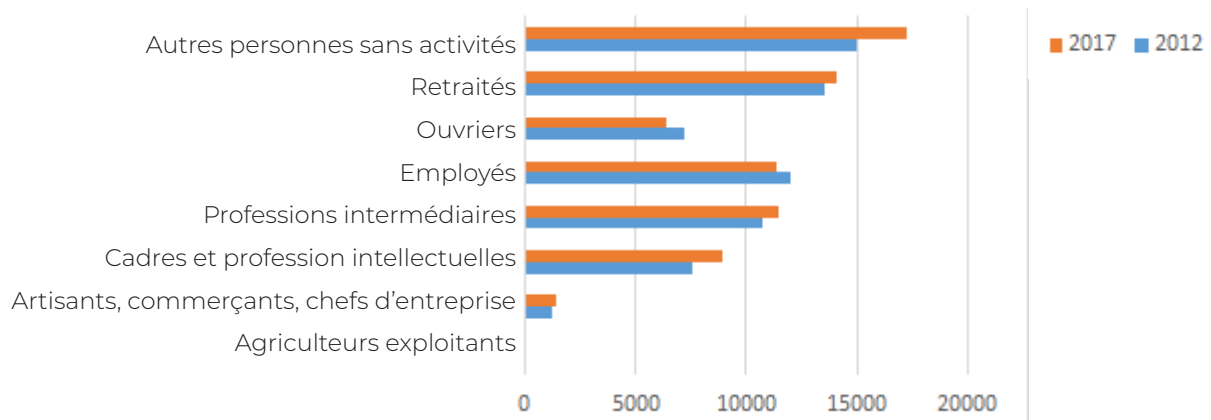


16 %
soit 15 842
ménages

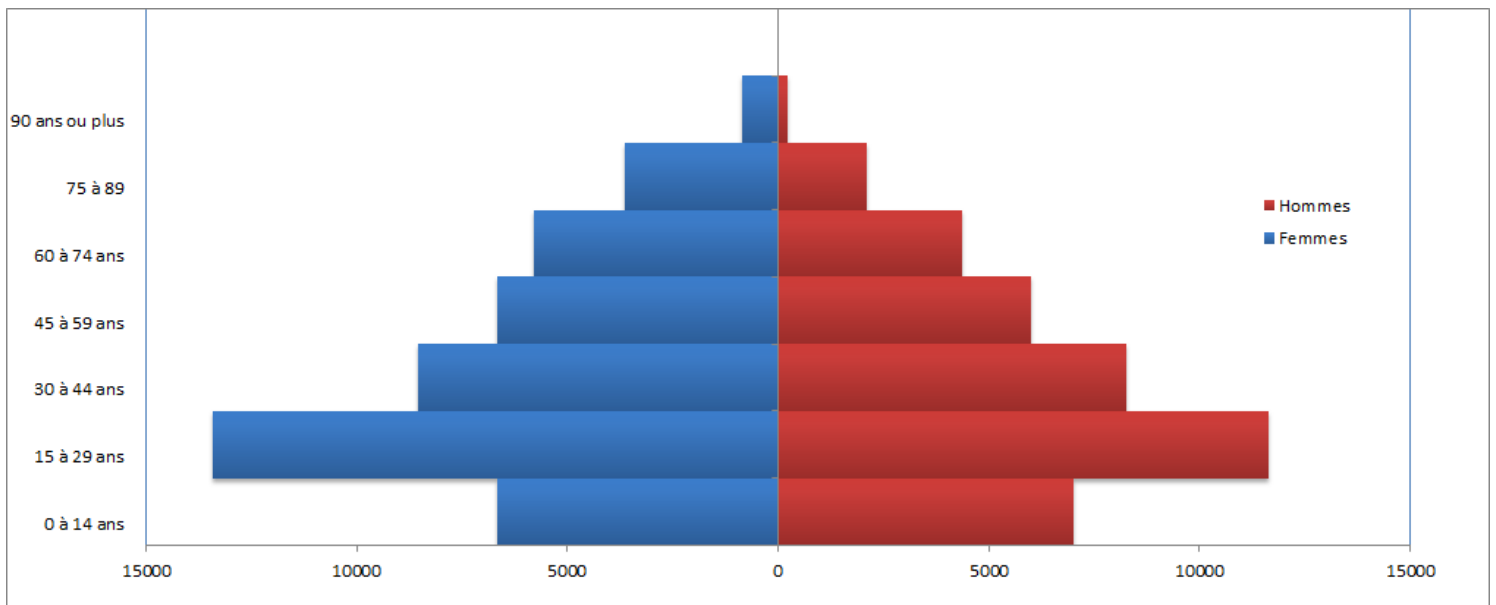


15,4 %

Catégories socioprofessionnelles



Pyramide des âges



Quelques repères

	Handicap	Bénéficiaires AAH	2 383
		Personnes ayant une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH)	3 315
	Insertion	Bénéficiaires RSA	6 476
		Ménages accompagnés en MDMS	3 500
CCAS	Aides facultatives	Enfance	209
		Personnes âgées / personnes handicapés	102
		Tout public	175
		Alimentaires	403
	Domiciliation		529

Le 9^e arrondissement de Lyon est situé au nord-ouest de la commune, sur la rive droite de la Saône. Sa situation économique est similaire à celle du 8^e arrondissement : c'est l'un des arrondissements à la population la plus précaire avec un taux de pauvreté bien supérieur à la moyenne lyonnaise.

Le 9^e arrondissement présente pas moins de six territoires inscrits en géographie prioritaire : trois quartiers en QVA, Rochechardon, Centre de Vaise et Dargoire, et trois en QPV, La Duchère, Le Vergoin et Loucheur - Gorge de Loup.

Caractéristique particulière

La situation de précarité économique des populations du 9^e arrondissement se voit également dans la composition des revenus. Ainsi, en 2018, en moyenne, 8,1 % des revenus des habitants de l'arrondissement sont issus des prestations sociales (valeur qui peut monter à plus de 20 % selon les quartiers). C'est environ 4 points au-dessus de la moyenne lyonnaise.

A contrario, les revenus issus du patrimoine sont en moyenne de 6,9 %, quand ils sont de 13,5 % sur l'ensemble de la ville de Lyon (et qu'ils atteignent 35,6 % dans le 2^e arrondissement).

Nombre d'habitants



51 102



24 322



26 780

Population en QPV
(Quartier de la Politique de la Ville)
22 %

Population en QVA
(Quartier de Veille Active)
9 %

Taux de chômage



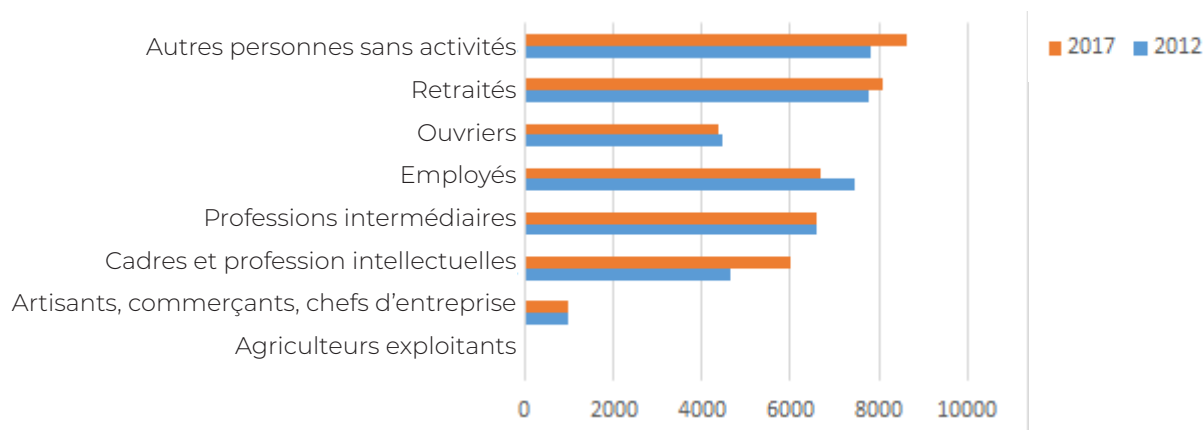
15,2 %

Taux de pauvreté (2017)

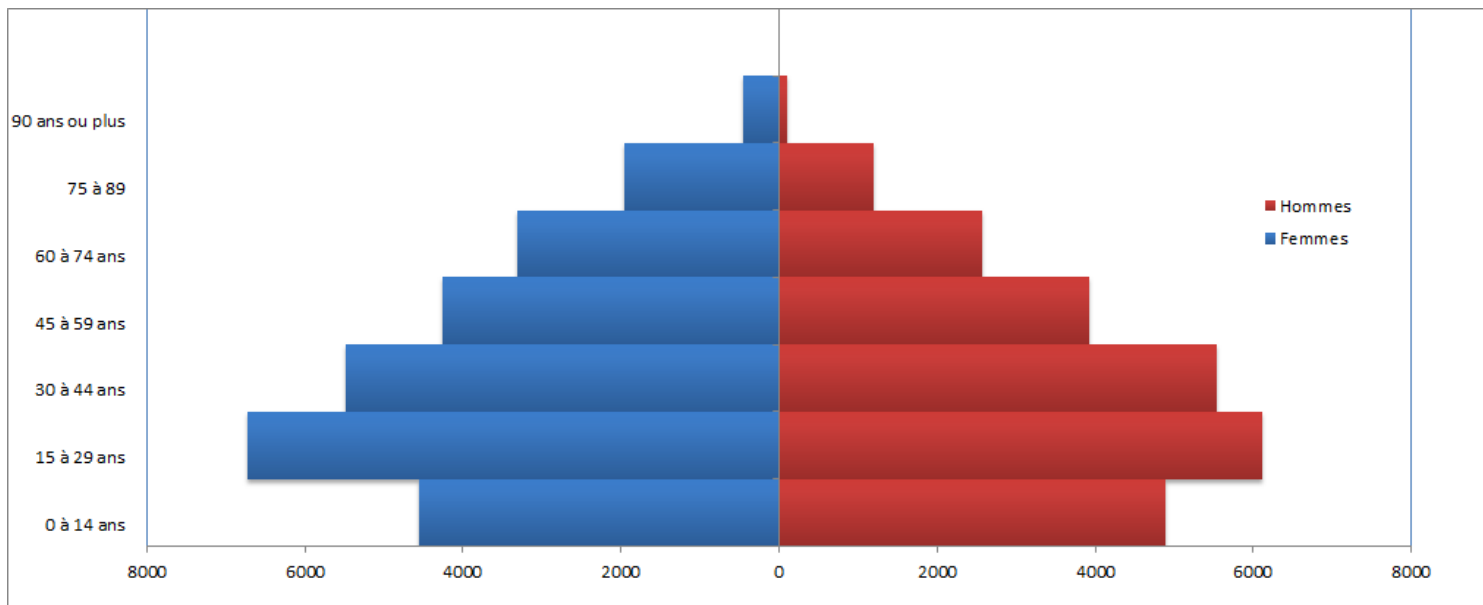


21 %
soit 9 853
ménages

Catégories socioprofessionnelles



Pyramide des âges



Quelques repères

	Handicap	Bénéficiaires AAH	1 654
		Personnes ayant une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH)	2 138
	Insertion	Bénéficiaires RSA	4 092
		Ménages accompagnés en MDMS	3 300
CCAS	Aides facultatives	Enfance	75
		Personnes âgés / personnes handicapés	108
		Tout public	133
		Alimentaires	180
	Domiciliation		376

PARTIE 3 - EN ECHO AU PROJET SOCIAL

Etre attentif à tou.te.s et aux plus fragiles

Jeunesse

Le public jeune, fixé ici au moins de 25 ans, représente à Lyon 34.2 % de la population (soit 176 278 personnes). C'est une population fragile, présentant le taux de pauvreté le plus important de toutes les catégories d'âges (22 % pour les moins de 30 ans).

Cette population augmente désormais de façon plus modérée (+ 2 000 habitant.e.s depuis 2013, alors que la croissance entre 2008 et 2013 portait sur près de 13 000 habitant.e.s), sa part dans la population a donc légèrement baissé depuis 2015 pour se stabiliser à 34 %.

Depuis 2013, on note une baisse sur les tranches d'âges entre 0 et 5 ans, et dans une plus forte mesure sur le nombre de jeunes entre 20 et 25 ans, alors que les tranches d'âges entre 5 et 19 ans continuent de croître.

Entre 15 et 24 ans, le déséquilibre hommes/femmes est particulièrement fort. Lyon compte, en 2018, 33 305 Lyonnaises entre 20 et 24 ans et seulement 26 760 lyonnais.

A Lyon, sur la tranche d'âge de 15-24 ans, environ un individu sur trois est considéré comme actif au sens de l'INSEE (en emploi ou en recherche d'emploi). Parmi ces 35 000 jeunes existe cependant plusieurs réalités.

Une part de ces jeunes est ainsi à la fois étudiants et en emploi ou en recherche d'emploi, souvent nécessaire pour financer leur études.

L'autre part est composé de jeunes actifs, au sens qu'ils ne sont hors études ou système scolaire. Ils peuvent être en emploi ou en recherche d'emploi.

C'est une population fragile, présentant le taux de pauvreté le plus important de toutes les catégories d'âges (22 % pour les moins de 30 ans). Or pour les moins de 25 ans, pas d'accès au RSA, et souvent pas de droit au chômage. La Métropole va expérimenter un revenu solidarité jeunes de 400€ / mois pendant 24 mois pour 2 000 jeunes pour une tranche d'âge où le nombre d'aides demeurent limité.

Quel est l'impact de la crise sur ces publics ?

L'insertion sociale

Les jeunes sont venus grossir les rangs des bénéficiaires d'aides alimentaires, car peu d'aides existent. La Mission locale qui accompagne des jeunes lyonnais.e.s a noté dans son rapport d'activité 2020 une forte hausse du nombre de jeunes avec laquelle elle a pu entrer en contact.

20 277 jeunes ont bénéficié d'au moins un atelier, entretien individuel, information collective, lettre, médiation, téléphone, visite, etc... au cours de l'année 2020 soit une hausse de 35 % par rapport à 2019.

- ◇ 3 485 sont suivis en PACEA (Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie), dans ce cadre 689 jeunes ont pu bénéficier d'une allocation PACEA. Au total 456 900€ ont été allouée, essentiellement pour financer une sécurisation du parcours (transport, aide alimentaire, dettes, maintien dans le logement).
- ◇ 652 jeunes habitant des QPV ou intégrés au dispositif Garantie Jeune ont pu bénéficier d'un chèque alimentaire de 105 € (partenariat Etat / CCAS).

Assez peu de jeunes sont accompagnés par les services du CCAS, mais un dispositif leur est dédié : le Fond d'Aide aux Jeunes permet d'aider financièrement des jeunes en difficulté de 18 à 25 ans. C'est une aide cofinancée par la métropole de Lyon et la Ville de Lyon.

En 2020, c'est 487 dossiers pour un total de 39 852,59 €, principalement pour financer des demandes d'aides sur le transport (61 %) et sur de l'alimentaire (24 %).

La consommation de ce fond se réduit d'année en année preuve de son inadaptation aux besoins des jeunes.

Quel profil ?

- ◇ Il est important de noter que le public aidé par le FAJ est souvent en précarité importante : 32 % des bénéficiaires sont logés en Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) et 11 % sont sans-abris, et que la majorité des dossiers (71,2 %) ont été instruit en procédure d'urgence.
- ◇ Si les femmes sont surreprésentées dans la population jeune, elles sont à égalité voire sous-représentées dans les bénéficiaires d'aides : elles représentent 50 % des bénéficiaires de PACEA et 38 % du Fond d'Aide aux Jeunes.
- ◇ 39 % des jeunes ayant contacté la mission locale en 2020 sont sans diplôme et 13 % habitent dans des Quartiers Politique de la Ville. 24 % vivent dans des conditions précaires.

Seniors et condition de vie

Lyon Ville Hospitalière

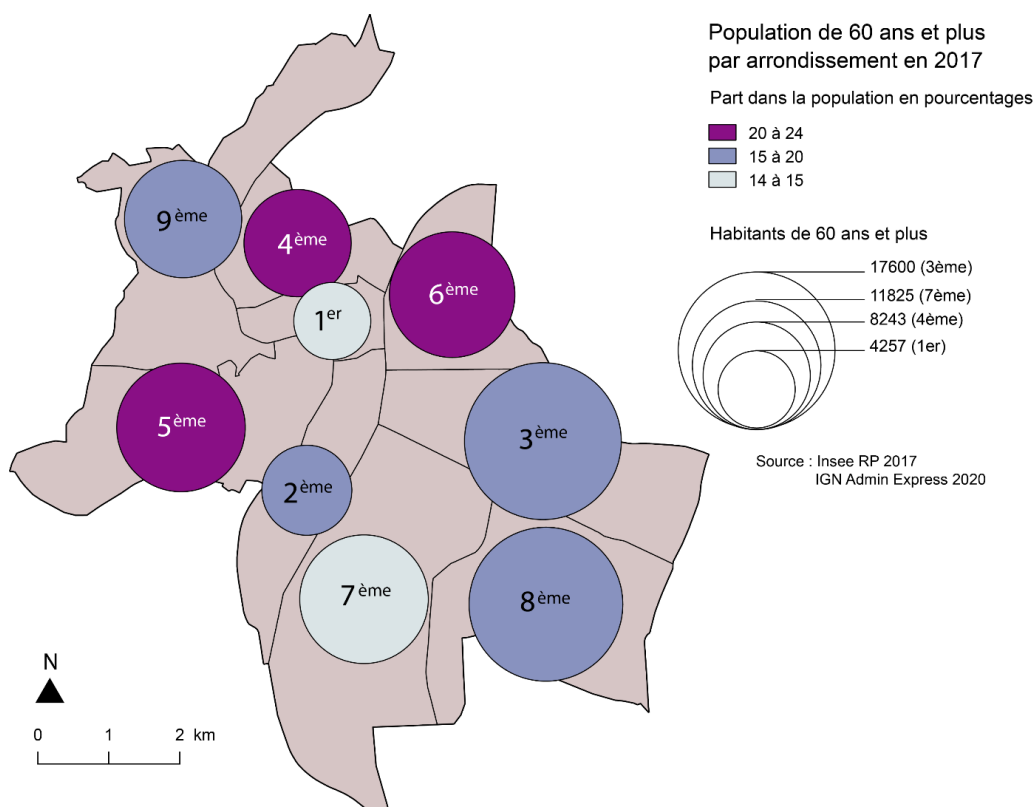
La ville de Lyon souhaite répondre aux besoins de l'ensemble de sa population, en s'adaptant aux besoins spécifiques de chacun et chacune.

La ville de Lyon, dans le cadre du label "Ville amie des aîné.e.s", a fait réaliser un diagnostic sur la situation des seniors lyonnais. Les éléments présentés ici en sont issus, mais ne représente qu'une infime partie du travail réalisé.

La démographie des seniors

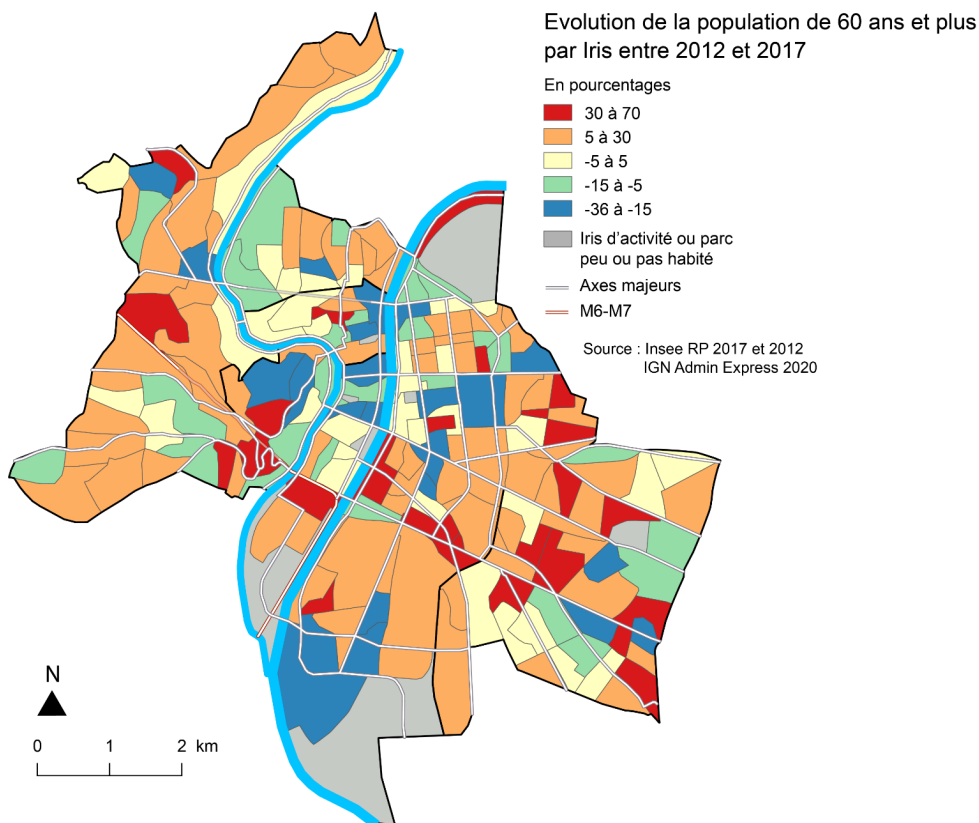
La ville de Lyon compte dans ses habitants 97 709 personnes âgées de plus de 60 ans, soit environ 18,9 % de sa population municipale. C'est moins que la moyenne de la métropole lyonnaise (20,1 %) et de celle de la région (25,3 %).

Cette population est cependant inégalement répartie sur le territoire. Ainsi, si en effectif c'est le 3^e arrondissement qui en compte le plus (17 600), c'est dans le 5^e que les seniors sont relativement plus nombreux (24 %).



Entre 2012 et 2017, Lyon a connu une croissance de sa population senior de 6,3 %. C'est plus élevé que l'augmentation de la population globale, qui est de 3,9 %.

Cette hausse est cependant très différente selon les quartiers :



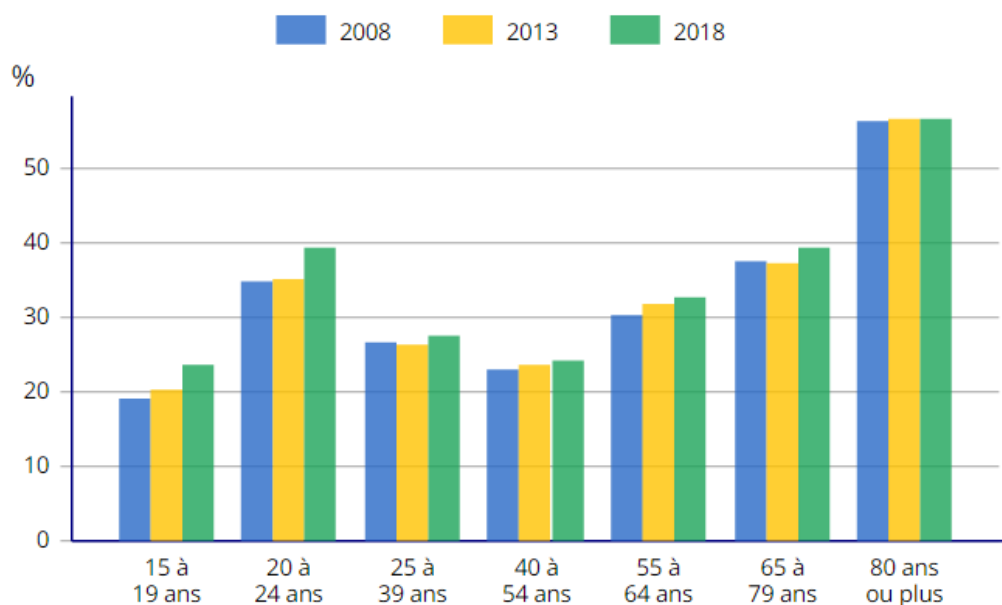
Ainsi, l'est de la ville connaît une importante augmentation de sa population senior, tandis que le centre, notamment le nord du 2^e arrondissement et le Vieux-Lyon connaissent plutôt une diminution de cette population.

Si le nombre de ménages composés d'une personne seule a très fortement augmenté (passant de 79 892 foyers en 1990 à 134 498 foyers concernées en 2018 (INSEE), le nombre de ménages d'une seule personne de plus de 75 ans reste stable depuis 10 ans, autour de 17 937 personnes sont concernées au dernier recensement.

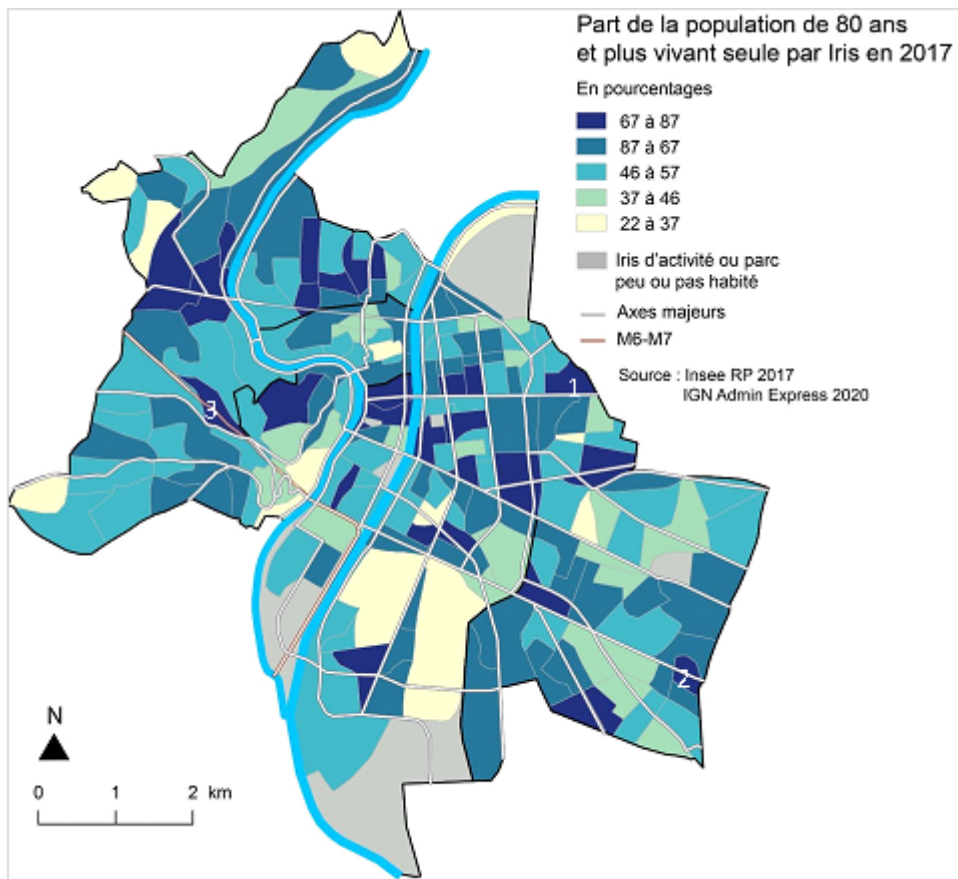
Globalement, le nombre de Lyonnais vivants seul représentant 40 % pour la tranche d'âge des 65 à 79 ans et plus de 57 % pour les 80 ans et +.

Ces tranches d'âges sont les plus exposées à vivre seule ce qui peut être un indicateur de risque pour la réduction des interactions sociale voire de la perte d'autonomie.

Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



en %



Le logement des seniors

Une particularité notable sur les conditions de vie des seniors est leur logement. C'est une population majoritairement propriétaire : en 2017, 58 % des ménages de 65-79 ans sont propriétaires de leur résidence principale. Pour les 80 ans et plus, cette part grimpe à 61 %.

De plus, ce sont des logements qui connaissent une probable sous-occupation. En effet, les logements acquis pour fournir un hébergement à un foyer conséquent se retrouvent avec pour occupant un couple ou une personne seule.

Les seniors lyonnais vivent majoritairement dans des logements dotés de 2 à 3 chambres : 56 % des résidences principales occupées par des 65-79 ans sont des 3 à 4 pièces, contre 61 % chez les 80 ans et plus.

Cela représente un risque : la taille du logement peut rendre complexe voire impossible l'entretien du domicile et constituer un facteur de perte d'autonomie par manque d'adaptation et/ou une charge financière trop lourde.

Dans les résidences des 80 ans et plus, 78 % sont des 4 pièces ou plus. La sous-occupation est très probable pour la majorité de ces 14 500 foyers.

Cela peut être l'occasion de développer des formes d'habitats partagée et autres logiques d'habitat collectif pour permettre la rencontre des besoins de différents publics, entre par exemple une population jeune en difficulté pour se loger et une population senior cherchant un complément financier.

Les habitats collectifs

Lyon compte une cinquantaine d'Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD - plus de 3 700 places) ainsi que 22 résidences autonomie (1 300 places)

Données Finess 2021 et Métropole 2020.

Les résidences autonomie constituent une offre intermédiaire importante pour les seniors qui ne connaissent pas de perte d'autonomie prononcée et qui cherchent un domicile adapté et des services supplémentaires en fonction de leurs besoins.

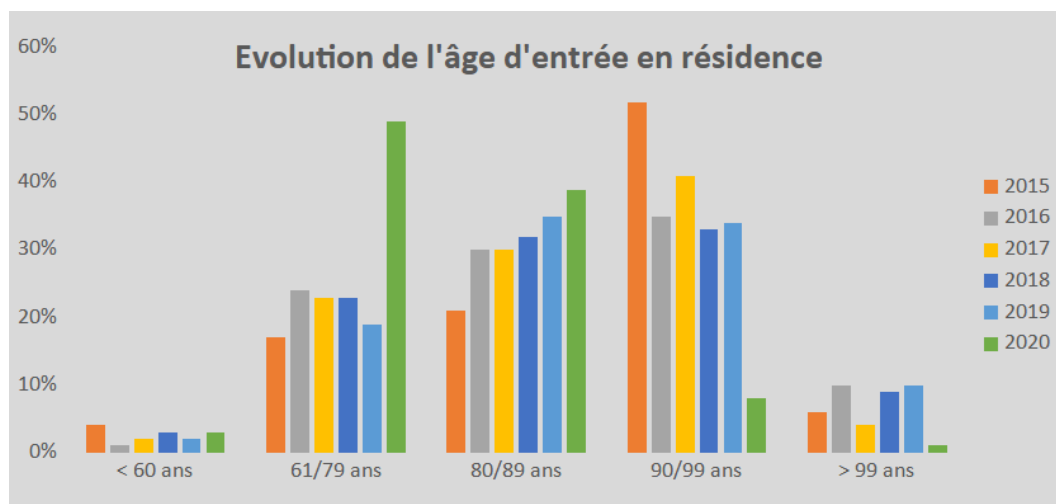
Le Centre Communal d'Action Social gère 4 EHPAD - 304 places - et 15 résidences autonomies.

Par ailleurs, la ville dispose de résidences services seniors à but lucratif dont les gammes de prix tendent à les réserver aux ménages les plus aisés.

Les résidences autonomies du CCAS proposent des appartements destinés à des seniors autonomes ayant un désir de sécurisation et de socialisation dans tous les arrondissements lyonnais.

Elles accueillent des résidents à partir de 60 ans, mais la moyenne d'âge des résidents est beaucoup plus élevée que celles des seniors lyonnais :

- ◇ 42 % des résidents ont entre 60 et 79 ans contre 73 % pour l'ensemble des lyonnais.e.s du même âge.
- ◇ 58 % des résidents sont âgés de plus de 80 ans dont 23 % de plus de 90 ans (27 % de Lyonnais.e.s de plus de 80 ans et 6 % de plus de 90 ans).
- ◇ 69 % des résidents sont des femmes seules.



La santé des seniors

La santé des seniors est un enjeu important pour une population souvent plus fragile que la moyenne. La question du "bien vieillir", de plus en plus présente dans les politiques publiques, cherche à mieux prendre en compte cet aspect de la vie des seniors.

De fait, il est intéressant de regarder le nombre de plus de 75 ans ayant bénéficié de soins infirmiers, marqueur d'une problématique de santé demandant un accompagnement plus poussé qu'une simple visite médicale, ainsi que le nombre de personnes bénéficiant d'une reconnaissance d'affection longue durée (ALD) pour Alzheimer qui indique une possible dépendance importante et demandant un accompagnement spécifique.

2020	Lyon 1	Lyon 2	Lyon 3	Lyon 4	Lyon 5	Lyon 6	Lyon 7	Lyon 8	Lyon 9	Total Lyon
Pop + 75 ans	1 709	2 287	6 603	3 342	5 015	4 792	4 685	6 787	3 701	38 922
+ 75 ans ayant bénéficié de soins infirmiers	711	902	2 663	1 323	1 593	2 072	1 996	2 222	1 281	14 775
+75 ans bénéficiant d'une ALD pour Alzheimer	117	126	488	234	305	397	417	443	236	2 765

On constate que près de la moitié de 75 ans et plus ont bénéficié de soins infirmiers, illustrant la fragilité de cette population.

Logement et mal-logement

La question du logement et de l'accès à celui-ci, notamment pour les populations les plus précaires, est un enjeu important des politiques sociales.

Situation du logement à Lyon

A Lyon, la croissance du nombre de logement est stable : c'est environ 2 800 logements supplémentaires chaque année entre 2008 et 2018.

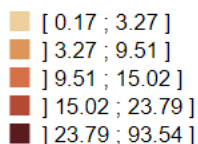
La majorité de ces logements sont en locations (64,2 %). Si cette situation est bien différente de la situation nationale (40,2 % de locataire), elle est similaire à celle d'une ville équivalente comme Toulouse.

Publics précaires



n°237 - 2015 - % résidences principales
HLM louées vides - RP2015
- exploitation principale

(Source : RP2015 Insee - recensement de la population)



Sur la métropole de Lyon, la Fondation Abbé Pierre estime à environ 18 500 le nombre de personnes sans domicile personnel, dont 5 500 le nombre de sans-abris ou vivant en squats. A Lyon, c'est 94 395 personnes qui sont locataires d'un logement HLM loué vide, tandis que le délai d'attente moyen pour l'attribution d'un HLM se situe entre 1 et 2 ans. La localisation des HLM coïncide avec les territoires à la précarité importante.

De plus, c'est environ 6,6 % des logements sur Lyon qui sont en situation de sur-occupations. Pour qu'un logement ne soit pas trop petit pour ses occupants, il doit se composer d'au moins une pièce de séjour, une pièce pour chaque couple, une pièce pour chaque autre adulte ayant 19 ans ou plus, une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, et une pièce par enfant si non. La moyenne française de sur-occupation des logements est de 4,7 %.

En parallèle, le nombre de logement vacant est de 23 762 en 2018, soit environ 7,8 % du parc immobilier. Il existe également un effet de sous-occupation de certains logements, notamment chez les seniors. En effet, les seniors lyonnais vivent majoritairement dans des logements dotés de 2 à 3 chambres : 56 % des résidences principales occupées par des 65-79 ans sont des 3 à 4 pièces, contre 61 % chez les 80 ans et plus. Dans les résidences des 80 ans et plus, 78 % sont des 4 pièces ou plus. La sous-occupation est très probable pour la majorité de ces 14 500 foyers.

Les pistes : inventer de nouvelles formes d'habitats partagés

Cela peut être l'occasion de développer des formes d'habitats partagée et autres logiques d'habitat collectif pour permettre la rencontre des besoins de différents publics, entre par exemple une population jeune en difficulté pour se loger et une population senior cherchant un complément financier.

Garantir les droits des personnes sans-abris

Les grands espaces urbains souffrent aujourd'hui d'un manque criant de structures et services adaptés pour les plus précaires de notre société. Pour répondre à ces enjeux, la ville Inclusive doit devenir un territoire où se construisent des équipements et des services qui répondent aux besoins fondamentaux des habitantes et des habitants et qui assurent l'accès aux droits fondamentaux et universels : se soigner, se loger, se vêtir et se nourrir.

Il est très difficile d'estimer le nombre de personnes dites sans-abris, et encore plus lorsque s'il est ajouté le nombre de personne sans domicile fixe (ajoutant aux sans-abris les personnes en situation d'hébergement précaire).

Deux sources de données fiables permettant de "recenser" cette population en très grande précarité : les données de domiciliation effectuée par le CCAS ou par d'autres structures sur le

territoire lyonnais, ainsi que des enquêtes, comme celle menée la Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion (MRIE) sur le sans-abrisme sur la Métropole de Lyon.

L'enquête de la MRIE nous donne des informations sur le profil de personnes en situation de sans-abrisme : environ 30 % de femmes, 45 % de moins de 30 ans, et près de la moitié déclarent gagner régulièrement de l'argent, grâce à une activité (emploi ou mendicité) ou a des allocations (RSA, AAH, allocation chômage).

l'accès aux droits

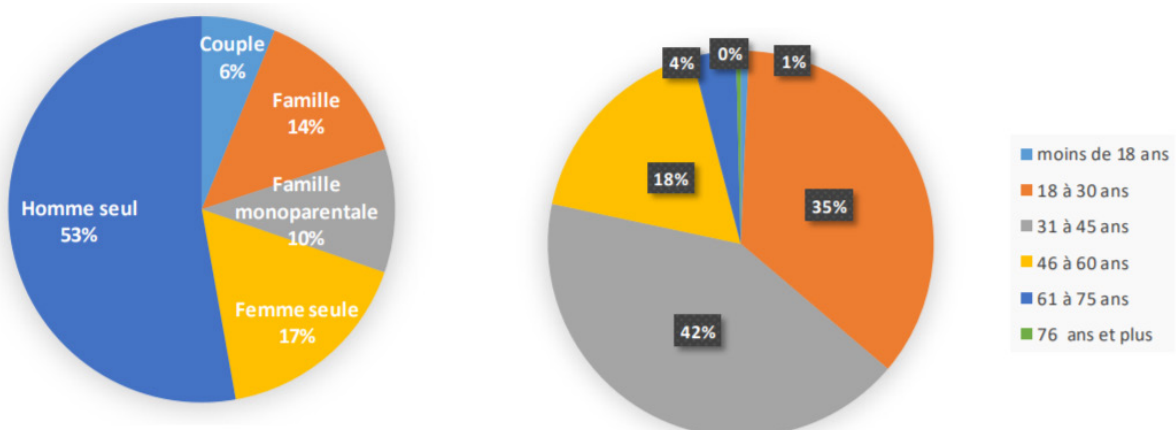
La domiciliation est la première porte d'entrée pour l'accès aux droits des personnes sans domicile fixe. 9 structures et associations sont habilitées sur Lyon comme lieu de domiciliations.

	2012	2017	2018	2019	2012-2019	2018-2019
Nombre de domiciliés sur Lyon	4 141	4 566	5 249	4 996	+ 20,6 %	- 4,8 %
Dont au CCAS	2 088	1 908	2 403	2 163	+ 3,6 %	- 10 %
Domiciliés dans le Rhône	7 086	9 843	11 130	11 371	+ 62 %	+ 2,2 %

Le CCAS de Lyon assure 43 % des domiciliations du territoire lyonnais.

Les chiffres de domiciliation sont repartis à la hausse en 2020, avec 2 482 domiciliations enregistrées au 31 décembre 2020 (+15 % par rapport à 2019).

Profil et âge des personnes domiciliées au CCAS de Lyon en 2019



Le profil de personnes domiciliées au CCAS de Lyon est très proche du profil constaté dans le Rhône :

Un public majoritairement entre 18 et 45 ans :

- ◇ 70 % pour les associations dont 36% de 18 à 30 ans
- ◇ 73 % pour les CCAS / Communes dont 31 % de 18 à 30 ans.

Typologie des ménages. (CCAS de Lyon, 2019)

Là encore, la typologie des publics accueillis par le CCAS est très proche de l'ensemble des bénéficiaires du Rhône (75 % de personnes isolées, les hommes seuls représentant à eux seuls 56,4 % des domiciliations).

	Lyon 1	Lyon 2	Lyon 3	Lyon 4	Lyon 5	Lyon 6	Lyon 7	Lyon 8	Lyon 9	Total Lyon
1 ^{ère} domiciliation	110	186	288	164	91	69	250	308	251	1 717
Renouvellement	39	41	94	16	32	28	67	47	82	446
Total	149	227	382	180	123	97	317	355	333	2 163

Au CCAS de Lyon, le motif principal de la demande est « l'hébergement mais ne pouvant justifier d'une adresse » (50 % des domiciliés), alors que « l'errance » est le motif prioritaire dans le Rhône (33 %).

Annexe 3 : domiciliations 2012 et 2019

Il est difficile d'estimer quelle part de la population sans-abri ou en logement précaire ne bénéficie pas des services de domiciliation existant. Il est ainsi impossible de déduire les causes de l'augmentation des domiciliations entre 2012 et 2019 (hausse effective des sans-abris ou orientation plus importante des populations vers le service de domiciliation?)

Mais cette estimation, associée à l'enquête de la MRIE, permet d'avoir une base de travail concrète sur cette problématique qui sera complétée par d'autres études comme le recensement qui sera mené des personnes à la rue, rencontrées à l'occasion de la Nuit de la Solidarité.

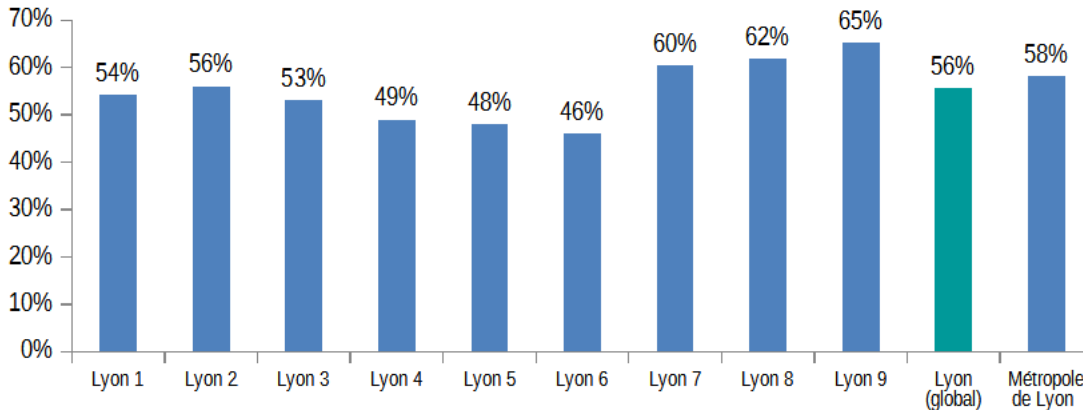
Quels accès aux droits ?

Les aides sociales

Les aides sociales sont diverses et peuvent se regrouper en deux catégories, les aides légales, dont la plus connue est le RSA, et les aides sociales extra-légales, plus locales, dites aussi aides facultatives. Le nombre de bénéficiaires et les montants de ces aides sur un territoire sont des indicateurs souvent utilisés pour estimer la précarité des habitants.

En France, c'est la Caisse d'Allocation Familiale, la CAF, qui gère la distribution d'une partie des aides légales (enfance, logement). 287 303 personnes sont couvertes par la CAF à Lyon en décembre 2019, soit plus de la moitié (56 %) de la population.

Taux de couverture de la population



Lyon 9 est l'arrondissement le plus couvert (65 % de la population) et Lyon 6 est le moins couvert (46 %).

Les deux-tiers (67 %) des allocataires CAF résidant à Lyon sont des allocataires qui vivent seuls.

Cette proportion atteint 70 % à Lyon 2 et Lyon 7. A Lyon 4, 55 % des allocataires ont des enfants.

32 % des allocataires de Lyon ont moins de 25 ans contre 23 % pour la Métropole de Lyon. Cette proportion atteint 42 % à Lyon 7 et 46 % à Lyon 2. Cela peut s'expliquer par la part importante d'étudiant sur Lyon bénéficiant d'aides, notamment au logement.

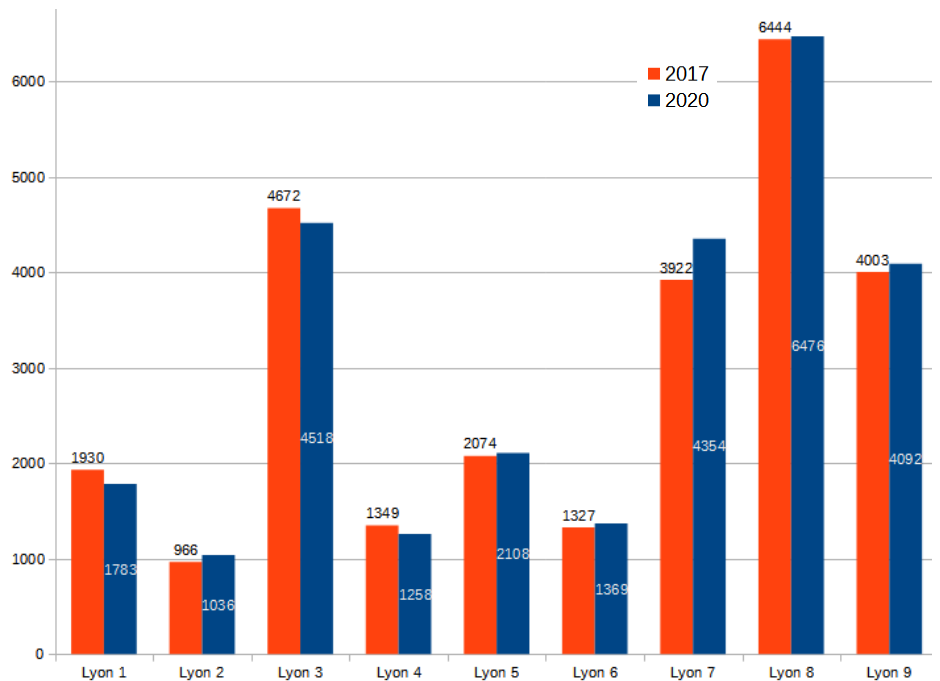
C'est un total de 54 164 000 € de prestations qui ont été versées en décembre 2019.

La plupart (62 %) des allocataires de Lyon bénéficient de prestations versées au titre du logement. La nature et le volume de ces allocations sont très variables selon les arrondissements : ainsi, 47 % des allocataires de Lyon 9 perçoivent une prestation Solidarité-insertion contre 32 % de ceux de Lyon 2, et 37 % des allocataires de Lyon 4 sont couverts au titre de l'Enfance-jeunesse contre 20 % de ceux de Lyon 2.

Le RSA

Le Revenu de Solidarité Active est une prestation sociale, qui vise à garantir un revenu minimum à un individu, parfois en complément d'une autre source de revenu (RSA activité). Aujourd'hui, le RSA s'élève à 564,78 € pour une personne seule sans enfant, et à 847,17 € pour un couple sans enfant. Il est destiné aux personnes âgées de plus de 25 ans.

Les chiffres des graphiques suivants présentent la population couverte par le RSA (et non les seuls allocataires recensés dans les données des focus arrondissements).



Nombre de personnes couvertes par le RSA

Sur le territoire lyonnais, les bénéficiaires des aides légales sont loin d'être également répartis. Ainsi, de nombreux bénéficiaires sont présent sur les territoires du 3^e, du 7^e et du 8^e arrondissement, tandis que le 2^e, le 4^e et le 6^e n'ont que très peu de bénéficiaires.

Pour le 3^e arrondissement, cela peut s'expliquer par l'importance de sa population. Avec plus de 100 000 habitants, avoir un nombre comparativement important de bénéficiaire d'aides légales n'est pas surprenant.

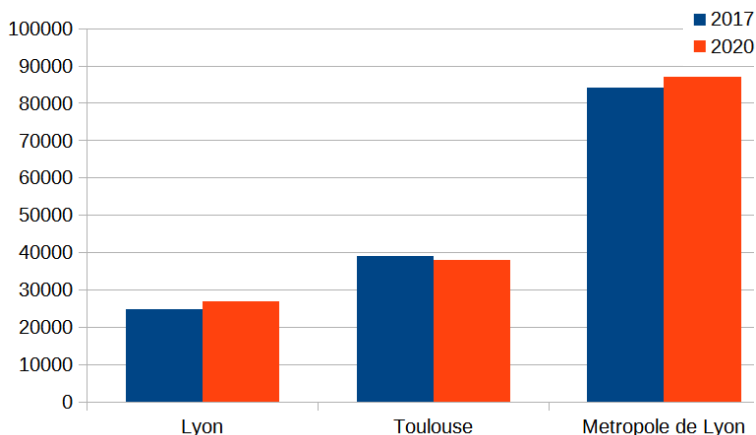
Pour le 8^e et le 7^e, l'importance du nombre de bénéficiaires est plutôt un marqueur de fragilité de la population. Pour ces arrondissements, plus que le nombre brut de bénéficiaires, il est intéressant de regarder la part des prestations dans les revenus, et notamment le nombre de ménages pour qui ces prestations représentent plus de 50 % du revenu disponible.

Ainsi, le sud du 7^e et le sud du 8^e arrondissement sont marqués par une forte dépendance aux prestations sociales dans leurs revenu, avec jusqu'à 40 % de la population de certains secteurs ayant comme sources de 50 % ou plus de leurs revenus des prestations sociales. Ces territoires recourent, sans surprise, les quartiers à taux de pauvreté élevé.

A titre de comparaison pour les bénéficiaires d'aides légales, la ville de Lyon est encore loin derrière une ville comme Toulouse en nombre de bénéficiaire du RSA, même si l'écart tend à se réduire du fait de dynamique inverse (en hausse importante à Lyon, en baisse à Toulouse).

Lyon connaît ainsi une importante augmentation du nombre de personne couverte par le RSA (+ 9 % en 3 ans), augmentation qui se ressent également sur la métropole, mais qui ne s'inscrit pas dans une situation nationale.

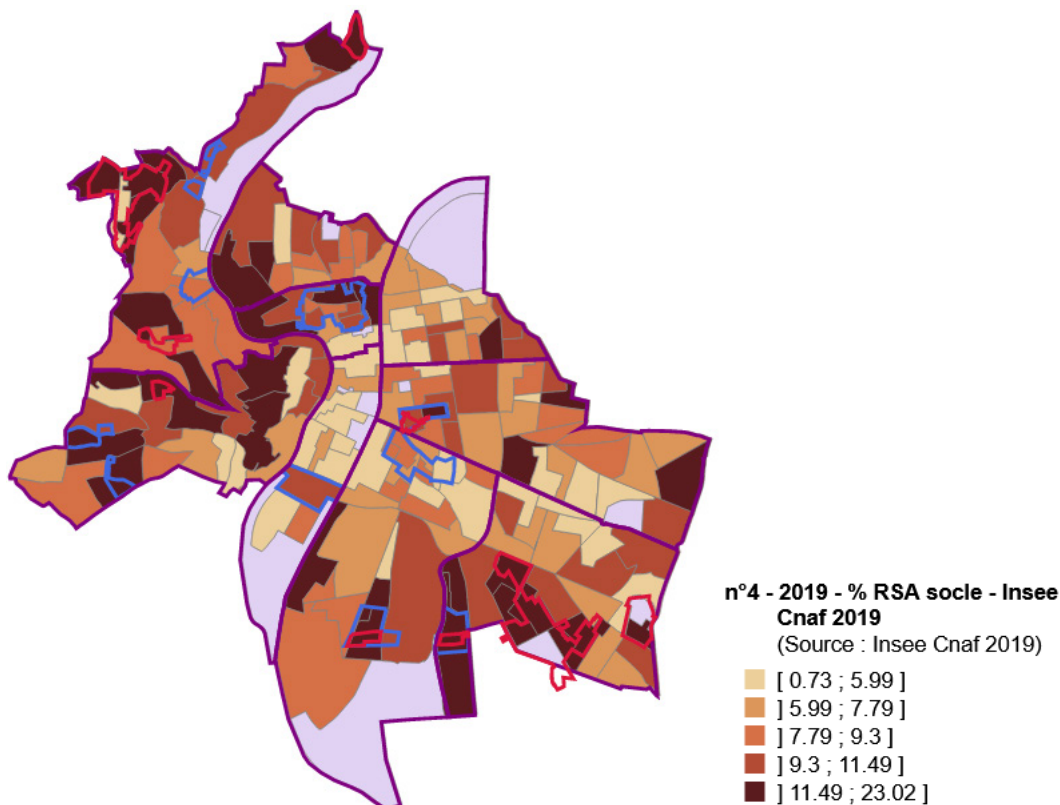
Variation du nombre de personnes couvertes par le RSA



Cette évolution est calculée avec les données au 31/12/n-1, c'est à dire entre le 31/12/2016 et le 31/12/2019. Il n'y est donc pas visible l'impact de la crise sanitaire sur les bénéficiaires du RSA.

La DREES observe une augmentation de 8,5 % entre 2019 et 2020 sur le nombre de foyer bénéficiaires du RSA.

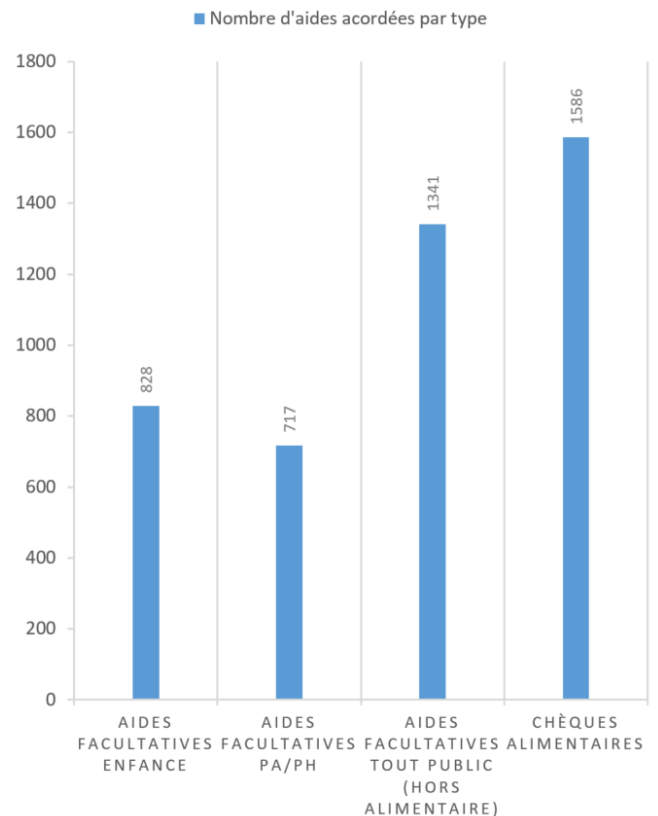
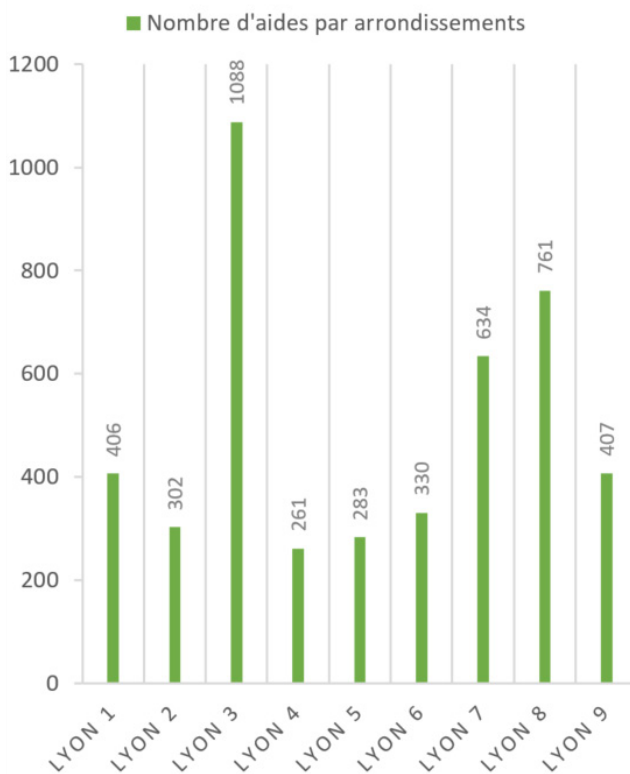
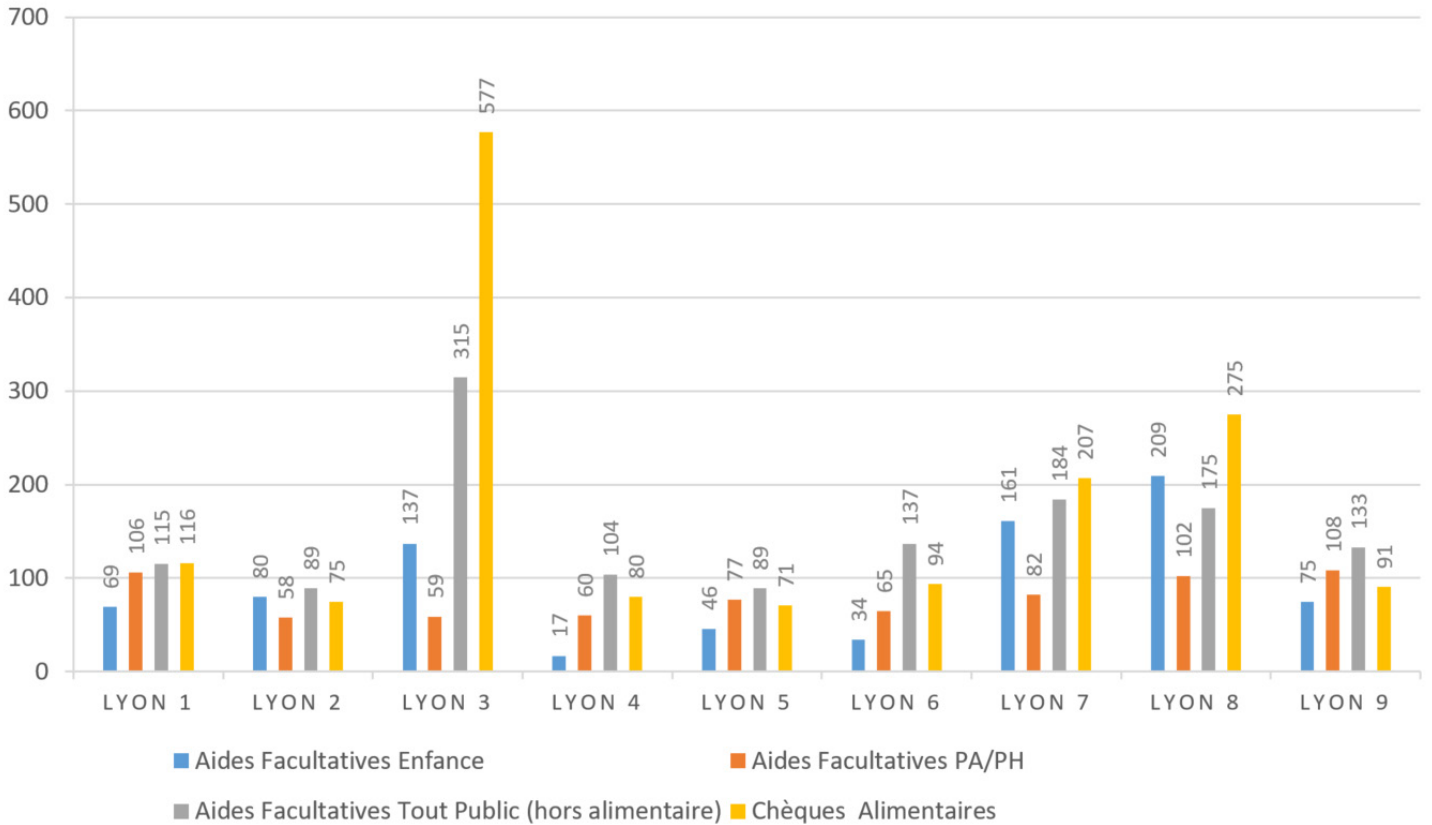
Les bénéficiaires du RSA ne sont pas également répartis sur le territoire. Ainsi, c'est dans le sud du 8^e, dans le 9^e et dans le 5^e qu'ils sont le plus présent comparativement au reste de la population.



Les aides extra-légales ou aides facultatives

Le CCAS de Lyon pilote également un certains nombres d'aides facultatives, ponctuelles, pour compléter les dispositifs légaux.

Ces aides se subdivisent en quatre catégories : les aides facultatives à l'enfance, les aides facultatives aux personnes âgées et personnes handicapées (PA/PH), les aides facultatives tout public (regroupant des aides aux logements, à la santé ou encore à la mobilité) et enfin les aides alimentaires, ici retenu uniquement les aides financières directes, c'est à dire sans les orientations vers le restaurant social et ou l'épicerie solidaire.



Données 2020, en nombre d'aides accordées

En montant, l'ensemble de ces aides représentent un peu moins de 900 000 €.

Si les aides légales et les aides facultatives ne disposent pas des mêmes conditions d'attributions, et ainsi ne s'adresse pas toujours aux mêmes personnes, il est possible d'observer une différence assez importante entre les arrondissements. Ainsi, l'écart entre le nombre de bénéficiaire d'aides légales et le nombre d'aides facultatives accordées est bien supérieur dans un arrondissement comme le 8^e que dans le 3^e arrondissement.

La CAF dispose également d'aides facultatives. Ce sont les Aides Financières Individuelles.

Ainsi, 537 669 € ont été versés aux bénéficiaires des Aides Financières Individuelles à Lyon, pour 885 aides accordées. Ces aides sont variées : des aides d'urgence, des aides sur critères et des aides sur projet, accordées à la suite d'un diagnostic social. 60 % des Aides Financières Individuelles (AFI) versées à Lyon concernent, par exemple, les prêts pour des frais liés à l'équipement du logement.

Les pistes

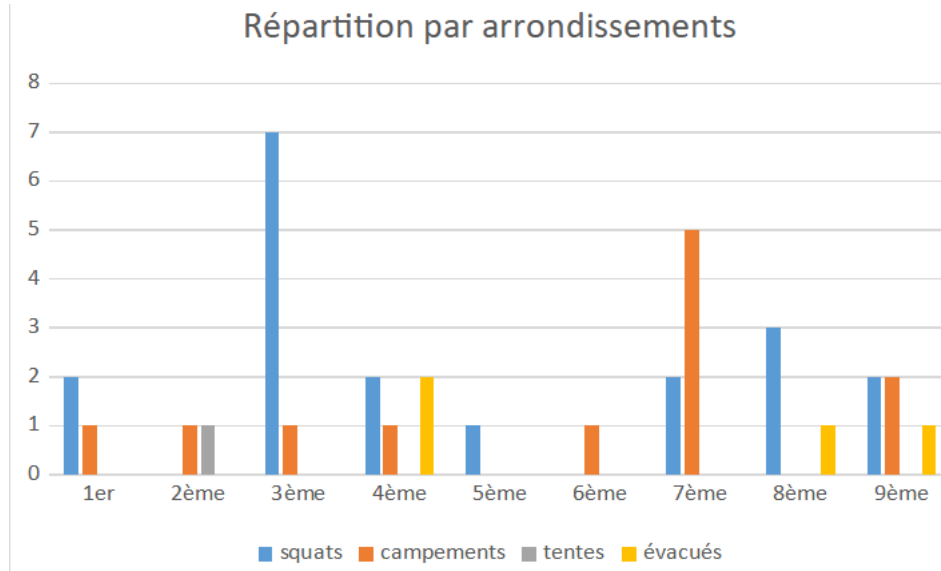
Mise en place d'un baromètre du non-recours sur le 7^e et 8^e arrondissement - arrondissement avec de forts marqueurs de fragilités - pour mieux cerner les mécanismes des freins pour l'accès aux droits et développer des mesures correctives.

Comment répondre aux besoins fondamentaux ?

Squat et logement précaire

Le CCAS, à travers sa mission "squats et campements" recense les logements précaires comme les campements ou les tentes.

Le nombre de squats important dans le 3^e arrondissement peut s'expliquer par l'importance de l'arrondissement (le plus grand et le plus peuplé de Lyon). Le nombre important de campement dans le 7^e peut lui s'expliquer par la présence de friches et de ponts, régulièrement lieu d'accueil de ces logements précaires.



Accéder à une alimentation saine, de qualité et durable

1/3 des ménages métropolitains déclarent ne pas avoir les moyens de s'alimenter correctement

Aide alimentaire:

2019-2020 Etude DREES-INSEE associations habilitées

+ 10,6 % volume denrées distribuées (+ 7,3 % d'inscrits)

La crise sanitaire a mis en exergue les difficultés d'une partie de la population pour répondre aux besoins les plus vitaux.

Avant la crise, une enquête de la Métropole pointait déjà qu'un tiers des ménages métropolitains déclarait ne pas avoir les moyens de s'alimenter correctement.

La crise n'a fait que creuser les écarts.

Au côté des plus précaires, d'autres catégories de la population ont été fragilisées. L'étude conjointe de la DREES et de l'INSEE publiée en 2021 note que le volume des denrées alimentaires distribuées par les associations disposant d'une habilitation a augmenté de 10,6 % en 2020 par rapport à 2019, quand ces associations enregistraient dans le même temps une hausse de 7,3 % des inscriptions :

traduisant à la fois un afflux de nouveaux bénéficiaires mais également un recours à l'aide alimentaire plus importante pour les personnes inscrites de longue date. Toutes structures confondues, les catégories de population dont les parts sont le plus souvent citées comme étant en hausse sont les personnes seules, les travailleurs précaires et les familles monoparentales, ainsi que les jeunes de moins de 25 ans et les femmes. source :

Aide alimentaire une hausse prononcée des volumes distribués par les associations en 2020, juillet 2021*

Ils'agit de catégories de populations surreprésentées dans la population lyonnaise.

La nécessité d'une part importante de la population à recourir à l'aide alimentaire a été un marqueur fort de la crise sanitaire. Une fois les dépenses pré-engagées payées (loyer, énergie, assurance, crédits...), les dépenses alimentaires prévues dans le reste à vivre sont les premières à être revues à la baisse : ainsi 40 % des français dont 64 % des plus modestes (revenu mensuel net du foyer < 1200 €) se restreignent sur la qualité de leur alimentation pour des raisons financières et 25 % sur la quantité (46 % pour les foyers modestes). (Sondage ISPOS, SPF).

51 % (+3) des bénéficiaires ont recours à l'aide alimentaire depuis moins d'un an. 12 % y ont recours suite à la crise COVID-19. source étude banque alimentaire, 2020.

A Lyon, le confinement a amené des propositions d'aides alimentaires temporaires voire durables, l'émergence de nouveaux acteurs dans le champ alimentaire et la multiplication des formes d'aller vers.

Ainsi, le montant total des aides facultatives portées par le CCAS est passé de 810 106 € à 928 120 €, soit une hausse d'environ 15 %, alors que ce montant était régulièrement en baisse les années précédentes.

On constate ici que les aides facultatives ont remplis un rôle "d'amortisseur" de la crise.

De nombreuses initiatives ont été mises en place pour répondre aux besoins des plus précaires :

Le restaurant social du CCAS sert des repas aux personnes les plus en difficulté sociale (personnes sans domicile fixe, dans ressources ou bénéficiaires des minima sociaux, domiciliés sur Lyon).

Depuis quelques années le nombre de repas délivrés augmente régulièrement.

En 2020, du fait de la crise sanitaire, son offre s'est adaptée.

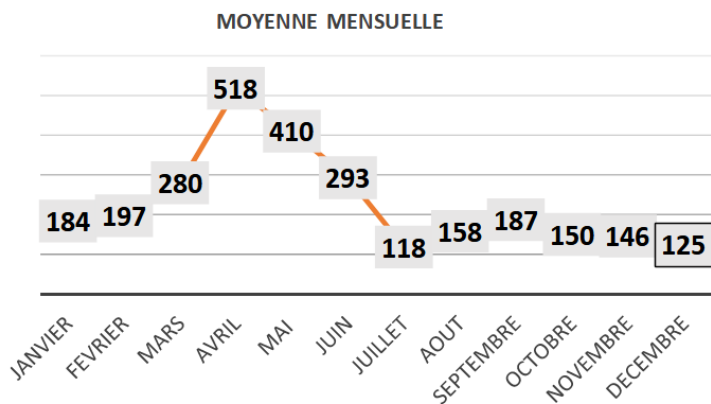
Celui-ci a servi, en 2020, 57 685 repas, soit une moyenne de 230 repas par jours.

Le graphique du nombre moyen de repas / jour montre bien que la forte augmentation de service et de distribution des repas s'est située entre mars et juin 2020, soit pendant la période de confinement et de déconfinement.

À compter du 17 mars, le restaurant social a dû se réorganiser et opter pour de la distribution repas à emporter. Des colis ont été donnés pour le midi et le soir ainsi que pour les week-ends avec un supplément les jours fériés. Au regard du contexte de crise sanitaire, l'accès à la prestation a été direct et inconditionnel pour tout public jusqu'au 3 juillet, date à laquelle, l'accès a été à nouveau soumis à des orientations en provenance des MDMS ou des accueils de jour prescripteurs.

La crise sanitaire a accentué, pour les plus vulnérables, la précarité alimentaire. Au côté des bénéficiaires connus du restaurant social, de nouveaux profils de demandeurs d'aide alimentaire se sont faits connaître : travailleurs précaires, intérimaires, étudiants, personnes âgées, personnes en situation de handicap, femmes isolées avec ou sans enfants.

Marande alimentaire / hygiène durant le 1^{er} confinement - en partenariat avec ADSL et Ensemble pour un repas : 1 153 colis distribués pour 225 familles et 227 isolés.



Les pistes

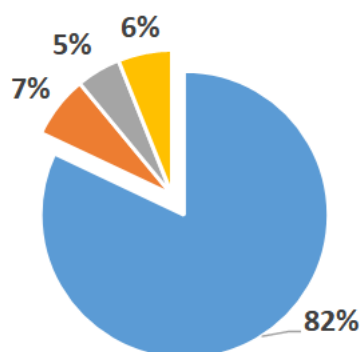
Développer des offres alimentaires multiples qui répondent aux besoins d'un public divers.
Redonner l'autonomie alimentaire aux publics accompagnés.

Faciliter l'accès à l'hygiène

Le 7^e arrondissement héberge les locaux des bains-douches Delessert, qui permettent aux personnes sans domicile stable de bénéficier d'un accès à l'hygiène.

En 2020, c'est 34 119 passages qui ont eu lieu aux bains-douches. Les horaires ont dû être adaptés à la crise et au sur-entretien des locaux.

RÉPARTITION DES PUBLICS



■ Hommes seuls ■ Femmes seules ■ Couples ■ Familles

Le public bénéficiaire des bains-douches se répartit comme sur le graphique à gauche.

la surreprésentation des hommes s'explique en partie par plusieurs facteurs : ce n'est pas le public prioritaire pour les offres de mises à l'abri, et en 2020, du fait de la crise sanitaire, de nombreuses structures ont connu une fermeture ou une limitation de leurs services, ce qui a conduit à une augmentation de la représentation des hommes dans les bénéficiaires des bains-douches (+ 6 points).

Les pistes : concertation les usagers pour définir de nouveaux services

Aménagement d'un espace laverie au sous-sol Delessert
Construction 2nd pôle hygiène (penser la place des femmes et rééquilibrer zone de couverture).

Annexe 1 : évolution de la composition des ménages depuis 2008

	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2008	%	2013	%	2018	%	2008	2013	2018
Ensemble	238 413	100	252 430	100	266 402	100	459 608	485 383	503 918
Ménages d'une personne	115 032	48,2	122 369	48,5	134 498	50,5	115 032	122 369	134 498
<i>Hommes seuls</i>	46 852	19,7	50 890	20,2	57 410	21,6	46 852	50 890	57 410
<i>Femmes seules</i>	68 180	28,6	71 479	28,3	77 087	28,9	68 180	71 479	77 087
Autres ménages sans famille	12 934	5,4	15 308	6,1	12 867	4,8	29 866	35 525	29 752
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	110 446	46,3	114 753	45,5	119 037	44,7	314 709	327 489	339 668
<i>Un couple sans enfant</i>	49 204	20,6	50 098	19,8	52 267	19,6	99 639	101 569	106 108
<i>Un couple avec enfant(s)</i>	43 163	18,1	45 001	17,8	45 916	17,2	167 380	174 221	179 175
<i>Une famille monoparentale</i>	18 080	7,6	19 655	7,8	20 854	7,8	47 690	51 698	54 385

Source : INSEE 2018

Annexe 2 : tableau CSP p. 3 INSEE portrait complet

	2008	%	2013	%	2018	%
Ensemble	402 942	100	423 037	100	439 245	100
Agriculteurs exploitants	102	0	108	0	57	0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	10 075	2,5	11 299	2,7	12 586	2,9
Cadres et professions intellectuelles supérieures	65 835	16,3	77 020	18,2	89 597	20,4
Professions intermédiaires	69 313	17,2	74 328	17,6	75 510	17,2
Employés	62 074	15,4	64 026	15,1	61 116	13,9
Ouvriers	30 738	7,6	29 309	6,9	26 883	6,1
Retraités	78 515	19,5	78 178	18,5	78 292	17,8
Autres personnes sans activité professionnelle	86 292	21,4	88 769	21	95 203	21,7

Annexe 3 : domiciliations 2012 et 2019

Lieu de domiciliations	Nombre total de personnes domiciliées au 31/12/2012	Nombre total de personnes domiciliées au 31/12/2019
CCAS de Lyon	2 088	2 163
Accueil de jour l'Orée	405	587
Accueil de jour Maison de Rodolphe	187	147
Amicale du Nid	/	45
ALIS	681	956
Cabiria	65	279
CSAPA du Griffon	115	120
CAO	411	371
Point Accueil	189	328
Total	4 141	4 996

